

HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIÉ 3,50 F  
n° 648 du 8 au 15 mars 1975



24 pages

emploi... autogestion...  
armée... Larzac...  
drogue... police...  
Franco.. Pnom Penh...  
le marais...  
Breskennerien...

renault:

épreuve  
de  
force ?

Demoulin



# Sommaire

- pour l'autogestion ..... p. 5
- RENAULT : quelle épreuve de force ? p. 6
- quand les patrons sortent les armes p. 8
- la caravane et le chasseur de primes p. 9
- IDS : les idées de Suresnes ..... p. 10
- VERDUN : le témoignage d'un appelé p. 11
- LARZAC : défense ou destruction nationale ? ..... p. 12-13
- NUCLEAIRE : la bataille des centrales p. 14
- PARIS : les expulsions au Marais p. 15
- UNIVERSITE : noyer le Soisson .. p. 16
- DROGUE : un scandale qui rassure p. 17
- ESPAGNE : le crapaud et les grenouilles ..... p. 19
- les grandes manœuvres US : Angola, Cambodge, Ornan ..... p. 20-21
- Breskennerien : des chanteurs militants ..... p. 23

## appel pour une réflexion de la gauche révolutionnaire

Plus que jamais peut-être dans cette période de crise du système capitaliste mondial, la gauche révolutionnaire a besoin de confronter ses analyses et les stratégies qui en découlent.

Pour donner un cadre à ces débats fondamentaux, Politique Hebdo a proposé d'y consacrer un supplément périodique de 8 pages.

**BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL « DEBAT UNITAIRE »**

**PRIX SPECIAL : ABONNEMENT 1 AN : 140 F - 6 MOIS : 70 F**

Nom .....  
Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Ville .....  
Département ou pays .....  
Profession .....

Tous les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés à l'ordre de **POLITIQUE HEBDO**.  
N° C.C.P. LA SOURCE  
32 760 99.

## Calendrier politique

### ● Secteur école

Les 15 et 16 mars, à Saint-Etienne, assises nationales du secteur Education-Ecole. Ordre du jour : les problèmes de l'éducation et la perspective autogestionnaire d'intervention dans les différents secteurs (école — emploi, formation permanente, etc...). Renseignements chez les secrétaires fédéraux et par tél. 566.45.37 les mercredi de 16 h à 19 h.

### ● Réforme Haby

Comment lutter contre la réforme Haby ? Quelle école voulons-nous ? Réunion publique organisée par la Fédération de la Loire mardi 11 mars 1975 à 18 h 30, à la Bourse du Travail de Saint-Etienne. Débat sera introduit par H. Bouchardeau.

### ● Meetings PSU

Meeting à la 17e section de Paris, Cours Saint-Pierre, 49, avenue de Clichy (M° Lafourche) avec Guerche et Varague : la « crise ».

### ● Travailleurs immigrés

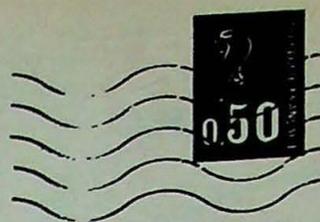
Au cinéma 14 Juillet, 4, boulevard Beaumarchais M° Bastille ; dimanche 9 mars : 14 h et 22 h : « Jusqu'au bout Margoline ». 16 h et 20 h : « Emigration Pennaroya ».

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Un nom : .....  
une adresse : .....  
et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65



## Courrier

### ● trop hermétique...

Nous constatons que la relation des luttes dans les entreprises, dans les quartiers, etc... est presque toujours vivante, agréable, et facile à lire. Par contre, trop souvent, dès qu'on aborde les textes théoriques, le langage devient hermétique et regorge de termes et de tournures intellectuelles. Il faut penser que nos textes sont destinés aux travailleurs qui n'ont acquis qu'un minimum d'instruction, qui n'ont que peu de formation politique et surtout pas l'habitude de lire. Or, TS doit être un outil de diffusion des idées et des réflexions du parti auprès des travailleurs.

Mais sa présentation compacte est peu attrayante : caractères trop petits, manque d'illustrations, plusieurs camarades au sein de la section, ont bien du mal à l'ingurgiter. Comment demander à ces camarades de le diffuser ? (...)

Enfin il nous semble important d'inclure, selon une périodicité à déterminer, des dossiers documentés, annoncés à l'avance sur des sujets précis : entreprise, école, etc...

Section PSU de FLERS ■

### ● la sale guerre...

« La Guerre d'Algérie n'a pas eu lieu », dans le TS du 8 février 1975, reproduisait la phrase de Michel Rocard : « Le PC a sauvé l'honneur... pendant les guerres coloniales... ». L'auteur (M.M.) proteste : « D'autres engagent la lutte de masse... rejoints dans la rue... 1960 ».

Je me souviens, confusément mais sûrement, que le PC a popularisé l'expression « la sale guerre » avec un peu de retard, sans doute, sur les amis de TC et du Général La Bollardière, mais tout de même dans un temps où il fallait un certain courage devant l'opinion.

Et dès avant 58, quand des manifestants se sont couchés sur les rails pour empêcher les trains d'appelés de partir, les militants PC n'étaient pas les derniers, me semble-t-il.

Après trente ans d'erreurs et d'horreurs stalinienne, après toutes les turpitudes de la SFIO, ce virage du PC — même s'il fut un peu tardif et peut-être commandé d'en haut dans des buts pas très clairs — m'a rendu quelque optimisme, quelques raisons de croire encore et malgré tout au socialisme, à la paix.



C'est sans doute cela que M. Rocard exprime, dans un langage qui rappelle le sinistre folklore de 14-18, mais c'est un détail. Et c'est M.M., je le crains, qui « réécrit l'histoire ».

F. GIACOMO (70000-Vesoul) ■

### ● sexe et psychopathes

La question se pose de savoir si l'on peut être de gauche... tout en réprouvant des cours « pratiques » de sexologie à l'université comme à... l'école ?

Je suis en tous cas pour une.. éducation sexuelle, assez raisonnable pour respecter les personnalités des jeunes et non pour des expériences de pédagogues psychopathes, lesquels — s'étant déjà détruits eux-mêmes —, s'amusent fort à détruire des jeunes personnalités qui leurs sont livrées inconscientes, par des autorités qui elles, ne peuvent être que complices et coupables !

A propos de ces « pédagogues » que je qualifie de psychopathes.. soyez curieux et cherchez à savoir combien de ces « sexologues de choc », ont su conserver une vie sexuelle et privée.. avouable ! (en tous cas une enquête sérieuse s'imposerait n'est-ce pas ?).

Pourquoi le vieux socialisant que je suis, depuis quarante ans (j'en ai 60 et tant pis si cela risque de me déconstruire aux yeux de certains jeunes..), pourquoi donc ne serais-je pas autorisé à crier casse-cou à de jeunes socialistes égarés par une passion contestataire de principe.. au lieu de se réserver en priorité aux réformes vraiment utiles à l'ensemble des hommes futurs.. !

Louis ODDONE (34160 St-GENIES-DES-MOURGUES) ■

## Vient de paraître

IXe Congrès du PSU - Amiens Décembre 1974

Les textes du Congrès : « Construire l'unité populaire - initiatives et propositions d'actions ». sont en vente à la Librairie Syros, 9, rue Borromée - 75015 - PARIS.

PRIX : 12 F.  
10 F à partir de 5 exemplaires.

CCP. 1970628 - PARIS

**ts** HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN  
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Rédaction en chef : Philippe MARIELIE  
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA  
Maquette : Chantal LENDER  
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX  
Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS  
Cadet Photocomposition - 75009 Paris  
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.



Pour lever les obstacles à l'unité

# Le PSU lance une semaine d'action pour l'emploi

Le comité de liaison des partis de gauche s'est réuni le 27 février. Il a établi une plate-forme revendicative et fixé les modalités de l'action commune. La référence à certaines nationalisations inscrites au programme commun du gouvernement n'exclut pas l'acceptation de cette plate-forme par les partis et syndicats n'ayant pas approuvé ce programme. Le PSU ne peut que soutenir les objectifs d'action qui répondent pour l'essentiel aux besoins immédiats des travailleurs.

Que certaines propositions du PCF, telles que la nationalisation des usines Citroën et de la Compagnie Française des Pétroles, ne soient pas retenues est certes regrettable. Nous sommes cependant en présence d'une plate-forme énonçant les principales revendications et centrée sur la lutte contre le chômage et la vie chère.

L'adresse que le PSU a soumise aux autres organisations des travailleurs et notamment à leurs partis et syndicats, si elle va plus loin et fixe des objectifs plus ambitieux, ne va pas à l'encontre des revendications élaborées par les trois partis de gauche. « Qui

peut le plus, peut le moins » dit le proverbe.

## Un accord limité

Autant ces revendications nous donnent dans l'ensemble satisfaction, autant les moyens de leur mise en œuvre nous paraissent insuffisants. Des conférences de presse seront tenues aux environs du 10 mars, puis du 20 mars au 20 avril doivent se tenir des réunions d'information, aboutissant à des grandes réunions publiques dans cent principales villes de France. Aucun délai et aucune forme précise d'action n'ont été envisagés.

François Mitterrand a parlé, à propos du projet communiste d'une dizaine de réunions publiques organisées en commun, d'une « parade » et l'avait rejeté en demandant que cesse d'abord la polémique déclenchée par le PCF. Il avait tort de demander que le PCF renonce à un débat public sur les modalités et les finalités de l'action.

Il avait raison d'opposer, à un projet d'une campagne de propagande, l'action com-

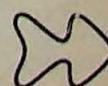
mune contre le chômage et la vie chère. Les propositions retenues par les trois partis de gauche ne dépassent pas, sinon en nombre, le projet primitif du PCF. Elles ne débouchent pas sur une action concrète. A peine lu, le communiqué du comité de liaison a été commenté par Paul Laurent qui a rejeté sur le PS le retard de cette décision et précisé que tout en s'efforçant « d'assurer le succès de la campagne commune », « les militants communistes continueront à multiplier leurs propres initiatives » autrement dit qu'ils se réservent l'entière liberté au cours des actions ultérieures.

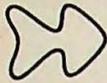
L'accord du 27 février ne résout aucun des problèmes politiques posés au mouvement ouvrier. Il ne prend aucune initiative d'action contre le pouvoir et le patronat. Les meetings ne peuvent pas ouvrir de nouvelles perspectives de combat. Cet accord constitue un recul par rapport tant à l'accord sur la vie chère de novembre 1973 qu'à l'unité réalisée en 1974, lors de la campagne présidentielle. Au lieu « d'élever la qualité de l'union », on en est venu à en réduire la portée.

La CGT, sans y associer la CFDT, a lancé auparavant une « campagne d'information, de mobilisation et d'action pour les revendications urgentes ». Cent réunions sont prévues à l'échelle nationale. La CGT vise à populariser en même temps le programme commun, auquel elle a adhéré, et à intensifier son recrutement à l'occasion du 50e anniversaire de sa fondation.

## Campagnes parallèles

Deux campagnes qui s'annoncent parallèles, des réunions probablement dans les mêmes villes à l'intervalle de quelques jours, cela ne paraît pas très rationnel. Rien, sauf la traditionnelle division entre la politique et l'économique, ne s'oppose à leur unification. Or, il est impossible de séparer la lutte sur le terrain économique et social de ses prémices et implications politiques. La preuve en est l'engagement de plus en plus résolu des grandes centrales syndicales dans les actions de caractère politique.





La CFDT, en dépit de l'accord d'unité d'action, ne participe pas à la campagne de la CGT. Elle mobilise ses forces d'une manière autonome, sans envisager jusqu'à présent une campagne nationale, et en mettant l'accent sur les actions limitées et ponctuelles. S'il y a convergence d'objectifs entre les deux centrales, il n'y a pas à proprement parler d'unité d'action au niveau national. Cela n'empêche pas les syndicats intéressés de coordonner leur intervention dans les entreprises.

De nombreux signes montrent que la CGT prépare des actions de plus grande envergure. Tel fut le cas des caristes chez Renault qui, en bloquant l'approvisionnement en pièces détachées des chaînes de petites voitures, ont obtenu des concessions non négligeables. Ayant entraîné dans l'action d'autres catégories du personnel, les syndicats se sont heurtés au refus de négocier de la direction et à des mesures d'intimidation, tendant à briser le mouvement, et dont l'origine gouvernementale ne paraît pas douteuse.

Quant au PCF, il se montre réticent à l'action commune pour les revendications immédiates. Disposant d'un large réseau de cellules d'usine et s'appuyant sur la CGT, il peut mobiliser et entraîner à l'action de nombreux ouvriers. Le champ d'intervention du PS sur ce terrain est beaucoup plus restreint, malgré l'adhésion d'un certain nombre de militants CFDT et en raison de l'hostilité de FO à l'action commune. On ne peut que constater par ailleurs l'absence totale des radicaux de gauche sur le terrain des luttes ouvrières.

### Litanie du programme commun

C'est sur le respect du programme commun que le PC insiste en priorité. Il craint que ses partenaires n'interprètent d'une manière restrictive ce programme, déjà limité au cadre de la démocratie bourgeoise. Ses craintes ne sont pas vaines, certains élus municipaux socialistes cherchant à reconduire leurs alliances centristes en se contentant de l'approbation des réformes locales et régionales contenues dans le programme commun.

Faut-il rappeler les énonciations répétées de Caillaud, vice-président des radicaux de gauche, qui prône la collaboration de classes, multiplie des réserves à l'égard de ce programme — qu'il considère comme maximal — refuse la discipline des partis de gauche et proclame qu'il ne se sent

nullement engagé à l'égard d'une quelconque réforme de caractère socialiste.

Si le PCF redoute de la part de ses alliés l'intention d'accéder au gouvernement pour gérer la crise, s'il s'inquiète de la rencontre Giscard-Defferre, préparée en secret, s'il hésite, dans ces conditions, à s'engager davantage dans une alliance de type gouvernementale, son attitude à l'égard du PSU et, indirectement, de la CFDT, nous paraît bien moins fondée.

Lors de la récente rencontre, la délégation du PCF a demandé au PSU de s'associer au programme commun s'il veut participer à l'action commune de la gauche. Nous ne pouvons que regretter cette attitude. En effet, la plate-forme revendicative et la référence aux nationalisations inscrites au programme commun sous réserve qu'elles soient adoptées à l'initiative et sous le contrôle des travailleurs, sont acceptables pour le PSU. Elles n'impliquent pas l'adhésion à l'ensemble de ce programme ni à sa stratégie. La lutte contre le plan d'austérité s'annonce difficile : la conjonction de toutes les forces ouvrières est non seulement souhaitable mais nécessaire.

dont les ambitions électorales étaient fort modestes, ne s'est pas incliné. Au lendemain du premier tour, quand l'apport des voix PSU devenait nécessaire à certains candidats communistes, c'est Georges Marchais lui-même qui nous a proposé un accord de désistements, que nous avons accepté et appliqué, bien qu'il fût surtout avantageux pour le PCF.

### Le chemin de l'avenir

On a souvent besoin d'un plus petit que soi ! La lutte des classes ne se borne pas aux gros bataillons ; l'initiative, la combativité des groupements d'avant-garde peuvent y apporter une contribution précieuse. L'engagement dans la lutte de nombreux travailleurs inorganisés fera sauter, à plus long terme, les obstacles qui se dressent encore sur le chemin de l'unité.

En attendant que la logique de la lutte fasse sauter ces verrous, force nous est d'appliquer la formule « **marchons séparément ; frappons ensemble !** ». Personne ne peut s'opposer à ce que le PSU intervienne dans les actions qui pourraient s'engager à tous les niveaux et dans tous les domaines.

mun. Il ne se laissera ni isoler, ni acculer à des alliances exclusives avec l'extrême-gauche. Il pourrait proposer à la CFDT, à ses fédérations et unions, aux syndicats de toute appartenance confédérale, aux organisations des Paysans-travailleurs, des jeunes, des femmes, des ouvriers étrangers, etc... de former des comités d'action contre les différents aspects du plan d'austérité. Dispersées au départ, ces actions, à objectifs limités, pourraient être ultérieurement coordonnées au niveau national.

Les initiatives se multiplient à la base, la crise impose impérieusement la création des comités de lutte : comités de chômeurs, de solidarité avec les travailleurs étrangers ; assises pour l'emploi de jeunes et des femmes ; comités de défense des locataires, des usagers des transports publics, des consommateurs, des contribuables, de moratoire des créances, de lutte contre l'implantation des centrales nucléaires, etc...

Coordonner par secteurs, par branches, l'activité de ces divers comités dont la composition peut varier dans chaque cas d'espèce, leur donner une dimension politique dépassant leurs objectifs directs, tel devrait être le rôle des organisations ouvrières.



A Everwear (St-Quentin), les ouvrières fabriquent, vendent et se paient.

Conditionner la participation d'une organisation ouvrière à l'action commune, en exigeant qu'elle adhère au programme de gouvernement ne peut que restreindre la portée de cette action. Cette tactique « ultimatisée » nous rappelle la période 1928-1934 où une attitude analogue a rendu impossible le front unique entre partis ouvriers.

De telles exclusives ne tiennent pas longtemps sous la pression des événements. Lors des élections législatives de 1973, le PCF avait refusé tout accord avec le PSU sans l'acceptation du programme commun. Le PSU,

Son adresse à toutes les organisations des travailleurs, à leurs partis et syndicats, leur proposant un accord politique et d'action, demeure valable. Elle trace le chemin de l'avenir que le mouvement ouvrier français devra emprunter, s'il veut briser l'offensive du pouvoir.

Le PSU ne pouvant pas dans l'immédiat participer à un accord au sommet prendra d'autres initiatives, plus restreintes, certes, et plus ponctuelles, en s'adressant à tous ceux qui, tout en étant engagés dans la lutte, n'ont pas adhéré au programme com-

Les militants du PSU doivent contribuer, dans la mesure de leurs moyens, à couvrir le pays d'une toile d'araignée très serrée de comités de toutes sortes, en être les initiateurs, les animateurs, les coordinateurs, sans jamais chercher à y imposer leur direction.

Tout en développant ses propositions d'action unie, le PSU entend prendre des initiatives qui resteront toujours ouvertes aux forces qui voudront y participer. Pour franchir un premier pas dans ce sens, le PSU a décidé d'organiser, du 17 au 22 mars, une semaine d'action pour l'emploi.

Victor FAY ■

un livre d'Yvon Bourdet :

## « Pour l'autogestion »

Yvon Bourdet continue, j'allais dire en solitaire, mais il commence à faire école, sa recherche théorique sur l'autogestion. Après « La Délivrance de Prométhée », voici « Pour l'autogestion » (Editions Anthropos) (1).

Ce livre marque à mon sens un progrès sur le précédent, qui s'en allait chercher les racines de l'autogestion dans le principe kantien de l'autonomie radicale du sujet. C'était chercher un peu loin et, peut-être, à côté de la question. Il en est beaucoup plus près dans son dernier ouvrage quand il demande à Marx la définition de la société autogérée : « L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classe, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous » (Manifeste Communiste).

Yvon Bourdet cite des textes tout à fait convaincants de Marx

montrant que sa conception du mouvement ouvrier et de la société nouvelle sont très proches de ce que nous exprimons par les termes de « socialisme autogestionnaire ». La référence à Fourier est plus contestable et, en tous les cas, incompatible. Bourdet le reconnaît en écrivant que cette référence peut renforcer certains dans la conviction que, délaissant les grands combats politiques, les partisans de l'autogestion ont de la révolution sociale une conception atomistique et locale, comme si la société sans classe pouvait naître de la juxtaposition de petites communautés extra-autoritaires.

« Pour l'autogestion » apporte de précieux éléments d'analyse sur le rôle et la signification des conseils ouvriers présentés comme des organismes transitoires, des instruments révolutionnaires pour briser l'appareil d'Etat et réaliser la société sans classe. Les conseils, estime l'au-

teur, ne sont pas une panacée ni une formule magique, mais un moyen de lutte qu'il faut adapter aux conditions économiques et sociales de chaque pays. De même, le lecteur trouvera une documentation originale et une réflexion neuve sur la brève expérience des conseils en Tchécoslovaquie et sur l'autogestion yougoslave.

L'un des chapitres les plus vigoureux — « critique des critiques » — s'attaque aux objections faites à l'autogestion, en particulier à celle du Parti communiste français et à celles des trotskistes. Yvon Bourdet a tendance à les renvoyer dos à dos et ne résiste pas à des traits féroces : « Quand les trotskistes se vantent de n'être pas stalinien, ils ressemblent fort à la direction du PCF qui se glorifie d'avoir su éviter les crimes les plus criants de Staline : déportation ou élimination sanglantes. C'est faire là, comme on dit, de nécessité vertu ».

Des analyses comme celle des conseils d'unité à Saclay et de la grève du zèle des « aiguilleurs du ciel » donnent à l'ouvrage la dimension du concret. Par contre, sur le problème, concret lui aussi, de l'organisation révolutionnaire, le lecteur reste sur sa faim. Bourdet constate l'échec de petits groupes « ICO » et « Internationale situationniste », qui tentè-



rent de fonctionner sur la base d'une négation radicale du rôle des partis et des syndicats. Il émet lui-même de pertinentes critiques à la conception du parti révolutionnaire comme avant-garde « autoproclamée » et qui risque de remplacer la bourgeoisie en tant que minorité dominante. Mais il est bien insuffisant de dire que la révolution « résulte de conjonctions entre processus économique et prise de conscience par les acteurs de l'histoire ». Les acteurs retombent vite à la passivité et la conscience se voile si n'a pas été créé un lien organique, un « intellectuel collectif » capable de mémoire, de coordination et de prévision. Souhaitons qu'Yvon Bourdet vienne réfléchir avec nous aux moyens de construire cette organisation de lutte « pour l'autogestion » qui soit, dans ses structures et sa démarche, adaptée à sa fin.

Victor LEDUC ■

(1) En vente à la Librairie Syros, 9, rue Borromée, Paris 15e.

## la fédération Côtes-du-Nord du PSU et PH :

### demande-leur donc !

Les camarades des Côtes-du-Nord n'ont pas tellement apprécié la question posée par H. Hamon à la fin de l'article qu'il consacre à leur fédération dans P.H. du 5 mars : « Le P.S.U. saura-t-il opérer les choix qui lui permettront d'être plus qu'un survivant ? » Il leur paraît assez évident que ce choix a été opéré, même s'il ne coïncide pas totalement avec ce que souhaiterait H. Hamon ou P.H. C'est aussi l'avis d'un certain nombre de militants bretons, et même d'organisations qui ont pris contact avec le P.S.U. ces dernières semaines, et plus particulièrement avec les camarades des Côtes-du-Nord !

Quant aux travailleurs du Joint Français ou Doux Pederneq, ils ne ratifient pas le jugement porté sur l'action du P.S.U. pendant leur grève : un soutien financier de notables sans engagement militant réel. Il n'y a qu'à leur demander !

En lisant vite, on pourrait même comprendre que la fédération en tant que telle ne s'est pas engagée dans les comités de soutien, alors que dans certains cas (Big Patchman, Caolin) c'est elle qui a pris l'initiative.

Bref, et peut-être sans que l'auteur l'ai voulu, on trouve dans cet article un portrait caricatural et peu flatteur par rapport à l'image que donnent notre parti et notre fédération, à ceux qui en sont les plus proches.

Nous sommes en pleine organisation de la nouvelle fédération bretonne, sollicités de divers côtés, et nous n'avons vraiment pas le sentiment d'être moribonds.

Nous tenions à le faire savoir.

Jacques GALAUP ■

## vient de paraître

# le courrier des entreprises

N° 25 - Prix : F 2.00

Commande et règlement à : Editions SYROS, 9 rue Borromée, 75015 PARIS.

## AMR-PSU :

### à propos d'un article de « Rouge »

Décidément, les camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire, ont bien du mal à engager un réel débat politique. Commentant le regroupement de l'AMR et du PSU dans l'avant-dernier numéro de « Rouge », R. Yvetot conclut que l'AMR « risque fort de ne plus être partie prenante des « partisans révolutionnaires de l'autogestion »... et au-delà du clivage entre réformisme et révolution, de faire par là-même le lit théorique au centrisme ». Cette mâle assurance cache pourtant difficilement des hésitations politiques prolongées auxquelles le dernier congrès de la LCR n'a nullement mis un terme. Quel bilan de l'extrême-gauche faut-il tirer depuis Mai 68 ? Quelle orientation et quel programme peut permettre une implantation dans la nouvelle extrême-gauche ouvrière ?

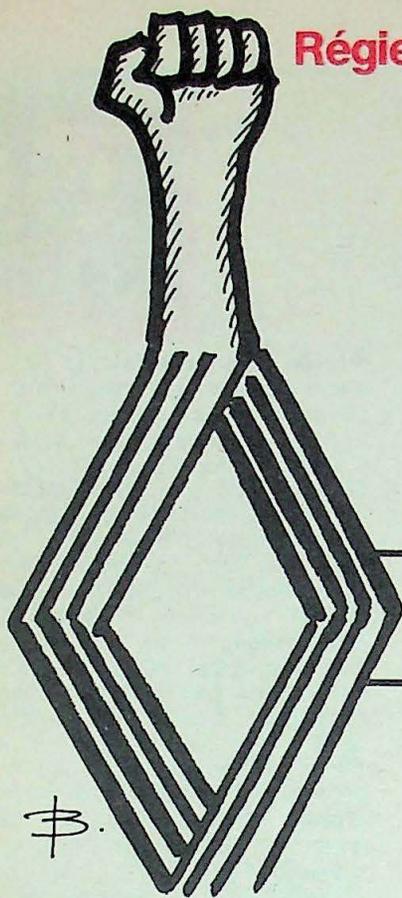
Nous avons, pour notre part, refusé les conceptions de construction de l'organisation révolutionnaire par élargissement d'un noyau auto-proclamé d'avant-garde. Nous considérons que notre fusion dans le PSU est la concrétisation de cette position dans des conditions nationales et internationales où la lutte de classe nécessite que soit dépassée la période des groupes propagandistes. Quelles leçons la

LCR tire-t-elle du gâchis opéré par la plupart des courants d'extrême-gauche dans l'après Mai 68 ? Fort peu, semble-t-il. Tout ce qui nous est proposé, c'est de continuer en mieux. La course à « l'implantation ouvrière » demeure la réponse magique qui masque les interrogations sur les piétinements et leurs raisons politiques.

Plutôt que de répondre à ces questions (entre autres) fondamentales, qui ont motivé la démarche de l'AMR, R. Yvetot préfère se rassurer en écrivant : « Nous refusons la limitation de la stratégie révolutionnaire à un de ses aspects particuliers, la stratégie autogestionnaire, comme le fait l'AMR ».

Et là se situe véritablement le fond du débat avec la LCR. Nous pensons effectivement que l'autogestion remodèle le programme, la stratégie révolutionnaire et la fonction de l'organisation qui doit les impulser. La démarche en zig-zag de la LCR sur cette question varie au gré de l'actualité et des nécessités de rompre son isolement. Alors, camarade Yvetot, il faut discuter sérieusement de ces problèmes et ne pas se contenter de formules qui ont plus une valeur d'exorcisme à usage interne que d'apport politique dans le débat.

Jean-Louis WEISSBERG ■



## Régie Renault :

pour obtenir l'application la plus favorable possible de ce qui avait été arraché sur les classifications, ils l'ont utilisé avec succès. En janvier dernier, les ouvriers des presses ont réalisé moins de la moitié de leur production durant plus de trente heures.

On se souvient que la direction avait cédé en leur accordant 31 centimes par heure de prime « risque-santé ». La Régie a d'autant plus reconnu, en cette occasion, l'efficacité de cette forme de lutte qu'elle n'a, en définitive, retenu qu'une heure trente de grève sur la paye, alors qu'elle avait

trons du privé. Après les grèves de mars-avril 1973, pour accélérer la reprise du travail après la levée du lock-out, elle avait licencié vingt-six ouvriers à Flins et cinq à Billancourt. Peu importe que par la suite une bonne partie des licenciements soient déclarés abusifs par les tribunaux ; la Régie est prête à payer des indemnités. Seuls comptent les effets immédiats sur le rapport de forces. S'il n'y a pas réplique, elle a gagné, tout en se débarrassant des travailleurs les plus combattifs et de militants actifs (il y a trois délégués : deux CGT, un CFDT

Il est clair que les appels à la généralisation de l'action tels qu'ils sont prodigués par la CGT ne sont guère mobilisateurs. La CGT se contente toujours de la tactique du harcèlement. La forme de lutte utilisée au Mans, tout comme l'augmentation uniforme de 250 F par mois, ne sont pas popularisées jusqu'ici dans les autres usines. Bien des travailleurs peuvent se demander ce que veut dire mener des actions « limitées et responsables » dans le contexte actuel.

Nul n'est jamais certain de ga-

# quelle épreuve de force ?

proclamé le caractère illégal de l'action et son intention de procéder à des abattements importants sur les primes trimestrielles.

Ceux qui connaissent le tempérament bien vivant des sarthois peuvent imaginer dans quelle ambiance se déroule la généralisation de la baisse des cadences dans les ateliers. Chaque jour, par atelier, dans chaque équipe, les ouvriers débrayent environ une heure pour se réunir en assemblée générale et former des délégations.

### l'offensive de la Régie

Les travailleurs du Mans ont aussi réussi, avec sur ce point l'appui actif de la CFDT, à se mettre d'accord sur une revendication qui les unit tous. Certes les classifications restent en bonne place parmi leurs objectifs, mais vient s'ajouter l'exigence de 250 F uniformes par mois sur le salaire de base.

Il est évident que la direction ne peut laisser très longtemps les ouvriers du Mans devenir les maîtres absolus des quantités qu'ils produisent. Elle sait que les organisations syndicales ne veulent pas l'arrêt généralisé des usines ; elle va donc agir progressivement en conséquence et diminue les horaires à Billancourt, Flins, Cléon. Bien que des stocks tampons existent en quantité suffisante, notamment sur les trains avant et arrière, la Régie veut mettre les organisations syndicales devant leurs responsabilités le plus vite possible. Elle a donc commencé par réduire d'une heure et quart à deux heures par équipe la durée quotidienne du travail dans plusieurs usines de montage. Elle annonce qu'il n'y aura pas d'indemnisation pour ces heures de chômage. La menace de lock-out plane.

La direction de Renault supporte de plus en plus mal les effets des grèves bouchons. Elle veut faire respecter ce qu'elle appelle « la liberté du travail ». Elle licencie donc 17 travailleurs de Billancourt.

De plus en plus souvent, la Régie emploie la méthode des otages et frappe. Il faudrait que l'on se défasse de l'image traditionnelle suivant laquelle Renault est une entreprise nationalisée, sociale qui a une ligne de conduite bien différente de celle des pa-

dans la charrette à Billancourt). La peur des licenciements s'installe alors dans l'esprit des travailleurs à la seule vue des huissiers que la Régie fait venir pour constater les « infractions » en cas de grève.

gner une lutte, mais si l'on ne se donne aucun moyen pour y parvenir, on est au moins sûr de la perdre. Au lieu de préparer les travailleurs de la Régie à l'inévitable épreuve de force au moment où les ouvriers étaient nom-

Il y a une semaine, compte tenu de l'évolution des conflits dans les usines Renault de Billancourt et Flins, nous écrivions « faute de perspectives, les grèves ont tourné court. Une occasion de franchir une étape a été perdue ».

Nous étions, à ce moment, dans l'ignorance de ce qui se passait à l'usine du Mans.

Le résultat est là : la mobilisation et la détermination des ouvriers d'une usine remettent en cause le refus de l'épreuve de force par les organisations syndicales, mais, simultanément, c'est la Régie Renault qui prend l'initiative du durcissement.

### couler les cadences

Au Mans, agir dans l'enthousiasme cela veut dire couler les cadences. On ne répètera jamais assez les caractéristiques de l'usine Renault du Mans.

Le personnel, le plus souvent d'origine rurale, y est particulièrement stable : pas de rotation de main-d'œuvre. Lorsque l'on rentre chez Renault, on y reste car ailleurs les salaires sont bien plus bas. Mais très peu d'espoir de promotion s'offre aux ouvriers spécialisés qui sont la grande majorité.

Depuis 1968, c'est du Mans que sont parties plusieurs des grèves qui ont fait « découvrir le malaise des OS ». Les ouvriers du Mans ont acquis dans la lutte une forte conscience de classe et ils retiennent les leçons du passé.

Ajoutons que les organisations syndicales CGT et CFDT sont particulièrement bien implantées et que le taux de syndicalisation est l'un des plus élevés de l'industrie automobile en France.

Lorsque les ouvriers décident collectivement, de surcroît sans mot d'ordre, de couler les cadences des journées durant, cela signifie qu'ils ont acquis la maîtrise de leur lutte. Les travailleurs italiens nous l'ont déjà démontré.

Ce n'est pas la première fois que les ouvriers du Mans ont recours au coulage. En 1973 déjà,

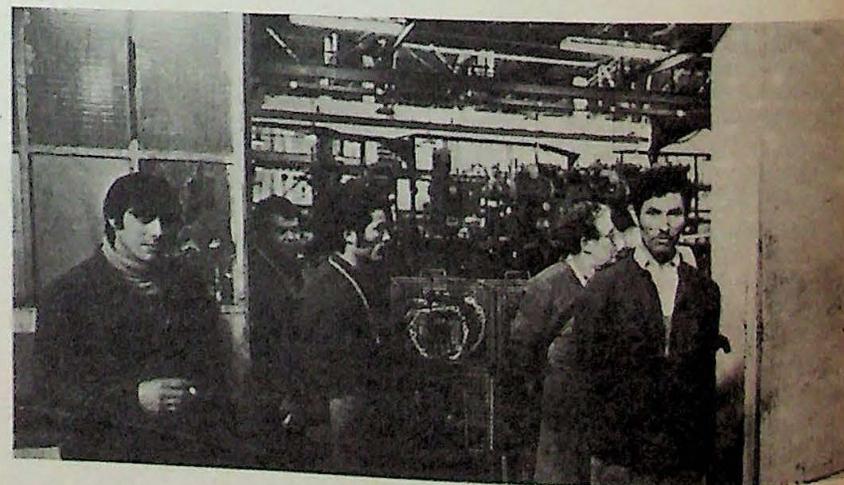


### Vers une riposte ouvrière ?

On voit mal, pour le moment, ce qui pourrait briser la détermination des ouvriers du Mans ; aucune organisation syndicale, quoiqu'elle pense, ne peut prendre ouvertement position contre la baisse de rendement. Il est plus facile d'arrêter une grève que de

breux dans toutes les usines à se battre sur leurs revendications, les organisations syndicales ont voulu l'éviter.

Maintenant il faudrait renverser la vapeur ; en ont-elles la volonté et même le pourront-elles ? Seules la popularisation de la réduction contrôlée des cadences pratiquée à l'usine du



faire stopper le coulage des cadences.

Nous allons donc tout droit vers l'épreuve de force et, jusqu'ici, c'est la Régie Renault qui choisit le terrain. Le 18 mars elle veut discuter sur les classifications après avoir marqué des points.

Mans, l'adoption généralisée des 250 F uniformes par mois pour tous, peuvent provoquer l'élargissement de la lutte. Un tel renforcement de l'action permettra l'instauration d'un rapport de force favorable et la réintégration des ouvriers licenciés.

Daniel JUGE ■

● **Laboratoire Schohn : insultes et fermeture**

Après deux semaines de grève, les employés de la pharmacie et du laboratoire Schohn en Moselle avaient obtenu satisfaction : ils demandaient un contrat salarial, la semaine de 40 heures, le treizième mois et la mensualisation. Bien entendu, ils n'avaient pas tout obtenu mais un accord était intervenu à la fin de la grève, le 17 février, sur l'ensemble de ces points avec des aménagements dans le temps.

Tout allait bien ! Mais c'était sans compter avec la nouvelle femme du patron (elle est toujours employée de la perception, en disponibilité). Elle avait déjà tenté de torpiller les négociations et insulté le personnel (« ces oiseaux-là »). Aujourd'hui un travailleur est menacé de licenciement à cause d'elle. Madame Schohn (encore elle en effet) prétend avoir été appelée « putain ». Des témoins qui ont assisté à l'accrochage affirment au contraire que c'est elle qui a lancé des insultes sans qu'il y ait de réciprocité. C'est, nous l'avons vu, une habitude chez elle, mais, depuis la reprise du travail, elle s'en donne vraiment à cœur joie : « imbéciles », « plus bête que grand », « minables », tout y passe. Elle a même osé accuser les femmes de prostitution pendant la grève.

Et, pendant ce temps-là, le patron retire du travail au laboratoire d'analyse pour le filer à Metz, préparant ainsi la fermeture.

Pour s'opposer au licenciement de leur camarade et à la fermeture les employés occupent maintenant le laboratoire. Ils sont convoqués au tribunal de Sarreguemines.

CCP n° 1355-42 N centre de Strasbourg, pour le compte n° 17704845 CMDP Forbach (avec la mention grévistes Schohn).

● **Tours : encore la répression syndicale**

Après les licenciements de sept délégués CFDT dans cinq entreprises de la région (voir TS n° 644), après que la déléguée CFDT de CHAMPEX AIT ait été mise à terre et rouée de coups par le patron, la CFDT de Tours organisait, le Samedi 1er mars, une rencontre avec des magistrats, des fonctionnaires du ministère du Travail, des militants, des délégués et des permanents CFDT. A noter que la CGT n'avait pas voulu s'associer à cette journée d'où il ressort que :

— si les actions en justice doivent être poursuivies dans les cas les plus flagrants pour faire évoluer le droit du travail, seul le rapport de force permet d'empêcher le patronat de se livrer à la chasse aux militants.

— les cas prouvés de répression syndicale (licenciements, brutalités physiques...) ne sont que la partie visible de l'iceberg de la répression, dans 90 % des cas, c'est la répression souterraine, psychologique, ce sont les pressions de toutes sortes sur les militants (comme chez Michelin) qui ne sont évidemment pas démontrables en justice.

● **Kasriel : l'apprentissage d'une démarche syndicale.**

Le 25 janvier, jour où le PSU de Savoie tenait son congrès fédéral à Saint Pierre d'Albigny, il ouvrait la séance en recevant une délégation des ouvrières de Kasriel, une usine textile, menacées de licenciement. Depuis, le soutien s'est organisé, le patron que l'on croyait en fuite s'était suicidé, laissant une lourde ardoise ; mais l'affaire va peut-être reprise par un autre industriel d'ici peu. Les ouvrières ont su en appeler à l'opinion, aux pouvoirs publics, au comité d'expansion économique. Un comité de soutien a dès le début appuyé leur combat.

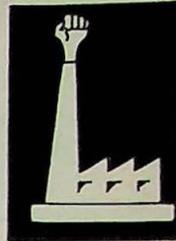
Jusqu'alors très calmes, habitant dans des villages dispersés, non syndiquées au départ, les travailleuses ont fait, d'abord individuellement, puis par groupes compacts, la démarche syndicale. Timides, peu confiantes en leur solidarité, elles ont cependant réussi à mettre en question la hiérarchie, à organiser un « scrutin » de refus contre une directrice longtemps supportée en silence. Elles affirment aussi leur volonté de refuser tout licenciement, d'exiger un plan de réintégration de tout le personnel. Enfin, à la dernière assemblée générale, elles faisaient une analyse commune de la situation évoquant, avec le comité de soutien, les démarches à effectuer. Elles ont dépassé la lutte ponctuelle, le combat contre une personne, pour exiger collectivement, une participation réelle aux débats et aux rencontres et préciser les conditions de reprise du travail dans l'usine rachetée.

*Erratum*

Une erreur s'est glissée, dans TS de la semaine dernière, dans le libellé du compte de solidarité pour les grévistes d'Everwear. Il fallait lire : CCP Dufretel Raymonde, 21 02 16 Paris.

● **Grands magasins**

Au BHV RIVOLI à Paris, le mécontentement, parti d'actions sectorielles sur les conditions de travail et les salaires, s'est étendu à l'ensemble du personnel le vendredi 28 février. A la suite d'une assemblée générale organisée à l'intérieur du magasin par la CGT et la CFDT, une partie du personnel a arrêté le travail pendant 4 heures... 300 employés en délégation des services administratifs ouvriers d'entretien du technique, de la vente et de la manutention ont contraint la direction à discuter de leurs 23 revendications. Les principales sont : pas de salaires inférieurs à 1 700 Frs net mini au lieu de 1 300 Frs actuellement, obtention d'une 5ème semaine de congés payés, fermeture du magasin les jours fériés.



**Le négrier et la justice**

Les négriers se portent bien, même si parfois ils ont quelques démêlés avec la justice. Le mardi 4 mars a commencé à Troyes le procès de M. Celso Silvério. Ce nom vous dit-il quelque chose ? Mais si, rappelez-vous : 21 travailleurs mauriciens, arrivés par charter à Ostende en Belgique, se retrouvent sans argent, sans papier à Troyes. M. Silvério, patron d'une grosse entreprise du bâtiment qui les avait fait venir, comptait régulariser leur situation après coup, en faisant pression sur l'ONI. Le scandale, cette fois, avait été connu, et l'ONI n'avait pu marcher.



Des ouvriers nord-africains occupent un beau salon de la Ligue des Etats arabes, boulevard Haussmann à Paris et font la grève de la faim. Travailleurs saisonniers venus de Provence, sans papier, ils veulent faire régulariser leur situation.



**Le local de l'OCR saccagé par les fascistes**

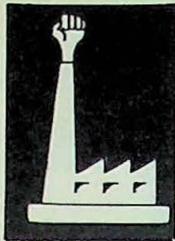
Mercredi matin un commando du GIN (Groupe d'intervention Nationaliste) groupe spécialisé du PFN et reconstitution d'Ordre Nouveau, a perpétré une agression contre le local de l'Organisation Communiste Révolution, 60, rue de Richelieu. Ils ont violemment agressé et brutalisé Henri Maler, membre du Bureau National de l'OCR, brisé l'en-

semble du matériel qui se trouvait là (machines à écrire, etc), mis le feu aux locaux. C'est ce même groupe fasciste qui il y a quelques mois, lors de l'élection présidentielle, faisait le service d'ordre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Ils poursuivent aujourd'hui leur œuvre au service de M. Ponia et de ses sbires.

Communiqué de l'OCR ■

**Sexpol n° 2**

Le second numéro de « Sexpol », le mensuel animé par l'ancien secrétaire de rédaction de TS, vient de paraître. Un grand thème : Sexe et médecine. Et des papiers qui font des ravages : Je prendrai vos scalpels et vous achèverai... Speculum... Mesdames, soyez fières de votre con... On est comme on naît... Les nus et les autres... Hystéricus... Grange mécanique... Philosophie du trouduc... L'organe énergie-vitale. Prochaine « cible » : le sexe des militants. Les fol-dingues de la politique sont conviés à confier leurs émois ou leurs frustrations secrètes, et la revue se réserve le droit de retenir les prestations les plus gratinées, par numéro d'ordre... ■



région toulousaine :

## quand les patrons sortent les armes...

Depuis le 23 janvier, les travailleuses des établissements Berges (habillement, confection de pantalons) du Fauga, à une trentaine de kms de Toulouse, sont en grève illimitée.

La direction ayant pris des sanctions contre des ouvrières accusées d'avoir organisé une grève perlée, la section syndicale CFDT créée en octobre 1974 réagit. Elles sont, sur 73 ouvrières, 50 grévistes qui réclament le maintien du transport en car gratuit, une augmentation de salaires sur la base de l'accord régional qui n'est pas respecté, l'aménagement des conditions de travail, la garantie des droits syndicaux, la levée des sanctions et le paiement des jours de grève.

C'est une grève de femmes, certaines très jeunes, qui en ont assez des insultes, des cadences et des brimades. Elles veulent sauvegarder leur droit à la dignité face à un patron qui ne les invite à prendre l'apéritif que pour mieux leur retenir ensuite trois quarts d'heure de salaire (le temps de boire) et le quart de la prime d'assuidité.

### chevrotines...

Il ne veut pas discuter. Le 21 février la CFDT décide de changer de méthode pour débloquer la situation : des piquets de grève sont mis en place. Un membre de la famille du patron essaie de passer ; des coups sont échangés entre le responsable de l'UD-CFDT et lui. Pendant ce temps, le patron et son fils (qui dirige à Toulouse une autre petite usine qui a connu l'an dernier elle aussi une grève) s'arment : fusil à trois coups, chevrotines de 4 mm, paire de ciseaux de tailleurs, grenade ! Les gendarmes interviennent et on évite le drame de justesse. Face aux bras croisés des ouvrières, le patron affirme : « j'étais en légitime défense »... (de son capital, sans doute).

Le mardi 25 au soir, un meeting autour de l'affaire Berges et du conflit Badin réunit 800 personnes.

Mercredi 26, une réunion de

*A Bergès, un patron menace des femmes aux mains nues avec un fusil chargé de chevrotine. A Badin les forces de l'ordre expulsent les grévistes qui occupent l'entreprise. Le patronat toulousain est décidément bien nerveux.*



conciliation avec le directeur départemental de la main-d'œuvre dure cinq heures. Le patron accepte un protocole d'accord, mais le soir

même refuse de le signer. Le lendemain, il propose un texte qui non seulement ne reprend pas les engagements pris antérieurement, mais

mentionne « la direction et la section syndicale reconnaissent la validité des avertissements déjà pris mais ceux-ci ne seront pas cumulables avec ceux qui seraient pris par la suite ».

... et « légitime défense »

En assemblée générale, le personnel refuse ce texte nettement inférieur aux accords verbaux de la veille et décide la poursuite de la grève. La combativité de ces cinquante femmes est d'autant plus remarquable qu'elles habitent des petites villes ou des bourgs agricoles dans les environs, sans grande tradition de lutte. Depuis le début elles savent que les difficultés économiques de Bergès risquent de les conduire à un licenciement collectif. Le sentiment de ras-le-bol, l'espoir d'une vie meilleure de dignité ont été et restent plus forts et l'incident du 26, loin de les apeurer, les a encore renforcées dans leur détermination.

Ce sera plus tard, une fois la victoire acquise, qu'il faudra passer à un autre niveau d'explication : la lutte pour le contrôle ouvrier ; la lutte anti-autoritaire pourropt alors être réintégrées dans le cadre des luttes anticapitalistes. Mais, d'ores et déjà, le conflit Berges a montré à chacun ici jusqu'où les patrons pouvaient aller face à une cinquantaine de grévistes aux mains nues.

*Dernière minute : elles ont gagné : le 5 mars, après 7 semaines de grève, le patron a cédé, mais le matin même il essayait encore d'organiser sa propre police à coups de barre de fer et de matraques contre le piquet de grève. La victoire des grévistes est totale : transport gratuit, salaires régionaux, libertés syndicales ; les cadences ne pourront être supérieures à celle des autres usines de la région et le mot validité relatif aux sanctions disparaît du protocole.*

Groupe PSU de MURET-AUTERIVE ■

CCP : Solidarité CFDT UD 31 - 2858 96 Y - grévistes habillement ■

## chez badin on ne badine plus !

« Badin industrie » est une entreprise de sous-traitance aéronautique qui se situe aux portes de Toulouse. Elle emploie une quarantaine de personnes dont une sur trois est improductive. Depuis plusieurs mois déjà, le mécontentement des travailleurs monte : leurs salaires sont bloqués, déjà l'entreprise associée (Sindetec) a déposé son bilan courant décembre.

Le chantage à la fermeture, des bruits sur le rachat éventuel de l'entreprise, les menaces

individuelles incitent les travailleurs de Badin à se lancer dans l'action. Le 3 février ils décident donc la grève avec occupation des locaux pour obtenir la garantie de l'emploi (pas de licenciements), un salaire égal à celui de l'usine d'Angers (même patron), la semaine de quarante heures, le paiement des jours de grève, pas de poursuites judiciaires liées à l'action.

Après treize jours d'occupation, « les forces de l'ordre » ont évacué les grévistes qui

ne se sont pas démobilisés bien au contraire : ils décident de poursuivre la grève et de créer un comité de soutien en liaison avec les ouvrières de Bergès en grève également. Mais ils n'ont pas voulu appeler les organisations syndicales et politiques à y participer. Les militants PSU désapprouvent cette attitude qui ne permet pas une grande efficacité mais ils participent activement au comité et font le maximum pour la victoire.

P.B.



Supposez que vous vous appelez Trignano. Vous avez pris en 1971 le contrôle de la SEMM, l'entreprise qui fabrique les caravanes Caravelair à Trignac près de Saint-Nazaire. Sud-Aviation, qui a lancé l'opération quelques années auparavant, a dû laisser l'affaire poursuivre sa route dans le secteur privé : la caravane marche trop bien dans les années 1968-1970 pour rester dans le giron d'une firme nationalisée. Mais en 1973, vos ennuis commencent : la crise se dessine et elle frappe d'abord les produits de luxe « populaire ». Avec les erreurs de gestion que vous avez commises et les gaspillages que cela a entraîné, vous n'êtes pas le mieux armé dans la concurrence ; d'autant plus que vos ouvriers ont conquis de haute lutte des avantages comparables à ceux des autres métallos nazairiens. Et puis une échéance approche : en 1974 il va falloir commencer à payer la patente, et, qui plus est, à une municipalité devenue communiste entre temps. Vous avez beau vous proclamer vous-même communiste de temps à autre ; c'est une chose d'avoir un grand stand commercial à la Fête de l'Huma et de jouer par moments les patrons paternalistes, c'en est une autre de payer des impôts quand on peut s'en dispenser.

Alors que faire, camarade Trignano ? C'est bien simple : puisqu'en dehors de la SEMM, vous contrôlez la société qui a le monopole de la distribution des caravanes Caravelair et Trignano, vous pouvez faire jouer le principe des vases communicants. Rien ne vous empêche de jeter à la rue les huit cents salariés et intérimaires de la SEMM (et autant de travailleurs sous-traitants) pour cause de faillite et d'aller sous d'autres cieux construire avec les capitaux mis de côté une autre usine, un peu plus modeste car la conjoncture n'est pas favorable, mais beaucoup plus rentable : salaires 30 % plus bas, exemption de patente pendant cinq ans... et prime pour création d'emplois.

### Ardéchois, bon à exploiter

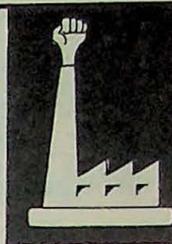
Malgré les promesses de Guichard, d'Ansquer, du préfet de région, à la mi-mars votre usine de Tournon dans l'Ardèche va démarrer. Il fallait bien contrebalancer la fermeture des Tanneries d'Annonay pour permettre la réélection de Torre à l'automne dernier.

Une seule ombre au tableau, cher Trignano, vous risquez de ne pas toucher les primes pour création d'emplois. Fourcade n'a pas le sens de l'humour.

Le 15 mars, quand les chaînes de montage démarreront à Tournon, elles s'arrêteront à Trignac. C'est une simple coïncidence car les deux entreprises n'ont rien à voir entre elles. Cela fait près d'un an qu'en principe la production de caravanes ne continue qu'en attendant la mise en route progressive d'une fabri-

## La SEMM - Caravelair à St-Nazaire :

# La caravane et le chasseur de primes



cation de matériel agricole. Car naturellement les travailleurs de la SEMM ne se sont pas laissés faire (voir TS Nos 609, 611 et 613) et on n'allait pas laisser s'envenimer un conflit aussi explosif en pleine campagne présidentielle ! Lors de leurs manifestations en mars 74, les gars de la SEMM avaient pris l'habitude de trimballer un cercueil orné d'une tête de Pompidou lequel devait mourir effectivement le 2 avril. Les candidats à la succession ne souhaitaient évidemment pas voir leur effigie défilé dans les rues de Saint-Nazaire en un tel équipage. On a beau ne pas être superstitieux...

### Un chasseur de primes professionnel

Heureusement, Maury, le célèbre chasseur de primes, rôdait par là. Il avait ses entrées chez un ancien ministre des Finances nommé Giscard d'Estaing et avait racheté de nombreuses entreprises en difficulté. Disons qu'il avait

Nous nous excusons de ne pouvoir préciser à nos lecteurs si son usine de Chamalières (Puy-de-Dôme) est également frappée par le refroidissement. Tous les renseignements à son sujet seront les bienvenus. D'avance, merci.

### La caravane enracinée à Trignac

Comme l'an dernier, les 450 rescapés de l'Ex-SEMM luttent pour conserver leur emploi, avec d'autant plus de détermination qu'entre temps le nombre de chômeurs déclarés à Saint-Nazaire est passé de 2 400 à 3 900, chiffre jamais atteint. Dans les semaines à venir, 130 intérimaires devront quitter la SNIAS et 40 la raffinerie Antar de Donges si rien n'est fait.

Une puissante manifestation de métallos a donné le ton il y a quinze jours. L'imagination ne manque pas : une caravane a été

la première pierre a été posée il y a près d'un an mais qui ne s'élève toujours pas au dessus de l'horizon : autant d'embauches disponibles en moins pour les chômeurs actuels et pour ceux que les CET, lycées et IUT forment activement.

L'acuité de la situation justifie amplement l'initiative prise par la section PSU de Saint-Nazaire d'inviter les organisations politiques et syndicales de gauche à organiser des Assises sur l'emploi pour mieux sensibiliser et mobiliser les travailleurs contre la politique d'austérité du régime.

Le comité de soutien aux travailleurs de la SEMM — dont la municipalité communiste de Trignac avait eu l'initiative l'an dernier — a repris du service. Compte tenu des moyens de pression très limités dont disposent désormais les travailleurs de l'usine, pratiquement vide, ce comité de soutien est une pièce maîtresse de la lutte.

### Où le PSU fait école

Le comité sera-t-il à la hauteur des besoins ? On peut déjà noter un fait positif : le PCF entend en faire un instrument énergique de dénonciation de la malfaisance du système capitaliste et il critique les formules vagues où chacun met ce qu'il veut... C'est ce que le PSU déclarait l'an dernier en refusant d'être membre d'un bureau ouvert à n'importe quel notable, pourvu qu'il déplore la fermeture de la SEMM : ainsi parmi les vice-présidents figuraient un maire de commune rurale qui n'est jamais revenu depuis sa nomination et un conseiller général devenu depuis sénateur avec une forte proportion de voix de droite.

Il paraît que l'évolution de nos camarades communistes est justifiée par l'élévation du niveau de conscience de la population depuis l'an dernier. Nous, on veut bien, mais on aurait tout de même un peu tendance à y voir une version « post-congrès » de l'union du peuple de France. De toute façon, on se sent moins seul et on a l'impression que les communistes sont actuellement beaucoup plus à l'aise.

Il reste quand même un petit problème : pour concrétiser leur position de classe intransigeante, les camarades du PCF trouvent qu'il serait opportun de faire référence au programme commun et au 49 % du 19 mai. Sans en faire une pierre d'achoppement, il faut bien faire remarquer que les déclarations de Caillavet et les arrières-pensées réformistes reprochées à juste titre au PS affaiblissent quelque peu l'argument. Sans parler du vote de M. Trignano en faveur de Mitterrand...

A. CAPET ■



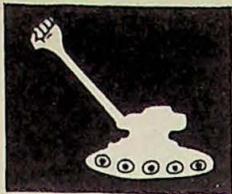
pour ce faire accepté force prêts, primes et subventions.

En principe la SEMM, devenue SOTRIMEC le 26 avril 1974, devait donc se reconvertir progressivement dans le machinisme agricole. Mais avec la baisse du revenu des paysans, la mévente dans ce domaine est particulièrement importante et Maury n'a même pas pris la peine d'équiper l'usine de Trignac pour ces nouvelles fabrications. A mesure que les caravanes s'achèvent, les ateliers et les hangars se vident, et à l'heure qu'il est les locaux sont en grande partie déserts.

Monsieur Maury ayant terminé son racket des fonds publics a donc démissionné de ses fonctions de PDG de la SOTRIMEC et des autres usines de l'ex-groupe Garnier qu'il contrôlait dans la région de Redon (Ile-et-Vilaine), 1 770 salariés touchés au total...

assemblée autour d'un arbre sur la place principale de Trignac pour manifester la volonté des travailleurs d'« enraciner l'activité caravane » dans la ville. Une copieuse délégation est allée manifester au pied de la Tour Eiffel et chez Chirac. Des milliers de cartes postales éditées par le comité d'entreprise de la SOTRIMEC ont été ventilées et expédiées au même Chirac pour épauler une délégation reçue à l'Hôtel Matignon. Des membres de la direction ont été « retenus » pendant quelques heures...

La situation est sans doute trop grave pour que le gouvernement puisse se permettre de ne rien faire dans une ville comme Saint-Nazaire. Mais a-t-il l'intention de faire plus que de recaser une partie du personnel dans les rares entreprises qui embauchent un peu : les Chantiers de l'Atlantique et la future usine Eaton dont



# Armée la première conférence d'Information et Droits du Soldat (IDS) les idées de Suresnes

La première conférence nationale d'« Information pour les Droits du Soldat » (IDS) s'est tenue les 2 et 3 mars à Suresnes. Deux cents délégués ont élaborés une charte ainsi qu'une plateforme revendicative en vue des futures campagnes d'action.

IDS est né au mois de juillet dernier comme suite à la nécessité de fournir un soutien national et une expression publique aux luttes des soldats pour leurs droits démocratiques. Il compte aujourd'hui une quarantaine de comités. Partie prenante dès le départ à la diffusion de

sernes où des luttes et des formes de regroupement étaient en cours. Cette intervention prioritaire a pour beaucoup aidé à la formation d'un réseau militants d'IDS dans les casernes.

## Un stade supérieur

L'appel des cent a été signé par 5 500 soldats, marins et aviateurs. Les manifestations de Draguignan, Karlsruhe, Nancy, Tubingen et Verdun ont fait apparaître au grand jour l'ampleur du mouvement. Ainsi et c'est sans aucun doute le fait le plus marquant de la dernière

trionphé dans l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique. Aussi s'agit-il, comme l'a précisé Nicolas Baby, de « passer à un stade supérieur, rendu nécessaire par le développement de la crise de l'armée et des luttes de soldats ».

C'est sur ce thème que s'engagea le débat général. Des camarades de Lyon proposèrent qu'IDS entame, avec le Comité de Défense des Appelés et le Comité Anti-militariste un débat à travers des tribunes libres, afin de favoriser l'unité du mouvement anti-militariste. Un autre a expliqué qu'IDS n'était pas un mouvement concurrent des CDA et des CAM : « IDS défend les soldats sur leurs propres bases, au niveau de leur lutte, alors que les CDA sont passés d'un stade de défense des soldats à un stade anti-militariste en avançant des slogans tels que : « Non à l'armée de guerre civile », slogans avant-gardistes qui ne correspondent pas à l'état actuel du mouvement ».

Geneviève Petiot, membre du bureau national du PSU, a évoqué l'anti-militarisme. Deux notions tournent autour de ce terme : d'une part, l'analyse de l'armée en tant qu'appareil de l'Etat bourgeois et d'autre part la militarisation de la société. IDS, qui se bat pour la reconnaissance de l'exercice des droits démocratiques, lutte aussi contre la militarisation de l'armée, afin de « fissurer la clôture de l'institution militaire ». Mais, « vouloir dès le début s'attaquer au problème de l'armée en tant qu'appareil bourgeois », expliqua G. Petiot, « c'est fermer la porte à beaucoup de gens qui se sentent concernés par la lutte pour l'obtention des droits démocratiques ».

## Trois axes

La nécessité de la constitution d'un front très large englobant à la fois les syndicats ouvriers et les partis de gauche se retrouva à travers les trois commissions qui s'étaient réunies, samedi soir et dimanche matin.

La première s'est attachée à définir une charte et une structure pour IDS : « L'absence des droits démocratiques au sein de l'organisation militaire, tend à vouloir couper le soldat du citoyen et à dévier l'armée de sa finalité, c'est-à-dire la défense du peuple... L'accent mis par la hiérarchie militaire sur la lutte contre l'ennemi intérieur, le remplacement des grévistes par des soldats, la volonté du pouvoir de militariser la société en témoignent ».

La commission « Initiatives et campagne » a suggéré de son côté trois axes de luttes :

— la défense contre la répression : tout d'abord en soutenant tous les soldats qui passent devant les tribunaux militaires, en diffusant largement les compte-rendus des audiences (afin de rompre le silence qui entoure la répression), ces actions devant être menées en liaison étroite avec le collectif juridique ;

— la campagne d'information auprès des futurs appelés : IDS devra se doter de structures d'intervention dans les lycées, CET et universités, afin d'impulser l'action. Dans les entreprises, l'information des futurs appelés pourrait très bien passer par l'intermédiaire des syndicats ouvriers. La commission a proposé dans ce sens la tenue de réunions publiques décentralisées et de stages de formation auxquels pourraient participer à la fois des personnalités juridiques et des militants syndicaux.

— la campagne pour le syndicat de soldats : la commission a réaffirmé qu'IDS ne doit en aucun cas se substituer aux comités de soldats mais proposer une perspective stratégique au mouvement. Dès maintenant une affiche sur le thème : « A l'armée comme à l'usine, le droit syndical » doit bientôt sortir.

La troisième commission a présenté une plateforme revendicative qui tourne autour de trois thèmes : les revendications du soldat en tant qu'homme et citoyen ; les revendications se rapportant au droit du travail ; le droit syndical.

Ces revendications s'inspirent en grande partie de l'appel des Cent. La commission s'est prononcée pour un syndicat d'appelés et engagés, indépendant du commandement militaire et soutenu par les syndicats ouvriers et les organisations de jeunesse.

Jean-Paul DELORS ■



L'appel des cent, IDS a recueilli un millier de signatures. La majeure partie de celles-ci provenait des ca-

sernes où des luttes et des formes de regroupement étaient en cours. Cette intervention prioritaire a pour beaucoup aidé à la formation d'un réseau militants d'IDS dans les casernes.

## Trois soldats...

De nombreuses délégations étaient présentes et ont pris la parole : Claude Bourdet au nom du MDPL, Jean-Jacques de Felice au nom de la Ligue des Droits de l'Homme et du MAJ, la JEC, le mouvement pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande, le libre colloque des Pompiers de France, le Syndicat de la Magistrature, et des membres du Bureau du VVDM (Syndicat de soldats hollandais). La CFDT avait

envoyé un observateur, ainsi que le PS.

C'est au cours de ces interventions que trois soldats représentant les trois armes ont fait leur entrée dans la salle. Ils ont lancé un appel « solennel » à la réunion d'Etats généraux du soldat. A la fin de leur déclaration, les trois soldats se sont retirés alors que l'assistance criait : « Soldat, sous l'uniforme tu restes un travailleur ».

## Bernard Rémy : Justice militaire, loi de l'arbitraire

Le fascisme que secrète l'armée, aujourd'hui comme hier, se manifeste publiquement dans l'enceinte des tribunaux militaires, les TPFA. Bernard Rémy, emprisonné à Bordeaux pour refus d'obéissance, et qui se présentait la semaine dernière dans TS, dénonce ici, preuves à l'appui, une institution qui fonctionne hors la loi, à l'heure de Bigeard, l'actuel secrétaire d'état à la défense, ancien responsable de la région militaire de Bordeaux...

« Bigeard est un tortionnaire. Bigeard est un tueur. Et je m'explique : je ne traite pas

Bigeard de tueur parce qu'il a été militaire, qu'il est militaire et que le métier militaire est de tuer. Je dis que Bigeard est un tortionnaire et un tueur parce qu'il a fait torturer et tuer des prisonniers désarmés. Il n'en a pas tué un ou deux. Il en a fait tuer ou torturer des milliers. Qui ? Les « rebelles algériens » : c'est comme ça qu'on les appelait jadis. On les appelle aujourd'hui des « patriotes » (l'intervention télévisée de Pierre Vidal-Naquet, le 11 février à la TV) :

« Le 3e RPC et son chef (Bigeard) n'ont arrêté ni Maurice Audin, ni Henri Alleg. Mais ils ont pratiqué les

méthodes qui ont amené la « disparition » de quatre mille personnes, recensées par M. Paul Teitgen, secrétaire général de la police d'Alger, qui démissionnera avec éclat. A Sidi-Perruch, les corps des suppliciés sont discrètement enfouis ». (article du Monde intitulé « Bigeard et la Bataille d'Alger », signé Jean Planchais, le 7 février 1975).

Un criminel de guerre peut donc envoyer des gens en prison : Bigeard a pu envoyer des centaines de Français en prison à Bordeaux, en utilisant le TPFA. Le TPFA savait que celui-ci était un criminel de guerre, les documents qui en font preuve étant du domaine public ; et pourtant il ne l'a pas inculpé. Le TPFA ne peut se réclamer de la loi puisqu'il a reçu des demandes de peines provenant d'un criminel de guerre. Ou le TPFA participe à une administration fasciste (durant l'occupation), ou il laisse se propager la criminalité de guerre (en Algérie). Il n'est donc pas tenable. Le TPFA n'agit que dans le sens de ceux

qui ont commis un délit créant une brèche au sein de la discipline, un délit anti-disciplinaire ; mais il protège les délits qui n'en créent pas : il y a des délits qui s'accrochent à la discipline, il y a des délits disciplinaires ; ainsi la torture. On peut susciter des réseaux de tortures, des organisations de torture parfaitement disciplinaires ; ainsi l'actuelle surveillance intérieure.

La discipline n'est pas un frein, un obstacle à la criminalité ; en certaines circonstances, elle est au contraire productrice de criminalité. L'armée étant hors-la-loi, ayant des tribunaux garantissant cette position, ne tombe pas sous le coup de la loi et peut donc en toute impunité accomplir des actes terroristes ; si bien qu'un criminel notoire peut revenir sur le territoire de la loi, accéder au gouvernement, avec un casier judiciaire vierge. Au cœur de la loi vit et agit un tueur et un chef de bande.

Bernard Rémy, emprisonné à Gradignan ■



# la mort du soldat Camier, à Verdun

## le témoignage d'un appelé

Je voudrais vous raconter ce qui s'est réellement passé au camp de Sissonne, depuis dimanche 16, particulièrement au 21e RIMA, où je fais actuellement mon service. Le dimanche 16 février à 9 heures du matin, le soldat Serge CAMIER était tué par un char au cours d'un exercice classique d'embuscade, sur le terrain de Sissonne. Serge CAMIER appartenait au 150e Régiment d'Infanterie de Verdun, à ce moment en manœuvre à Sissonne. Il devait être libéré fin mars. Les chars étaient ceux du 2e Régiment de Chasseurs de VERDUN également en manœuvre depuis une semaine à Sissonne.

La version officielle de l'accident (diffusée à la radio seulement le mardi soir) laisse clairement entendre que CAMIER est responsable. Il a voulu « se faire valoir », « faire le malin », il « s'est pris au jeu ». Pourtant, la version des camarades de CAMIER qui étaient à côté de lui au moment de l'accident est fort différente. Dès le dimanche à midi, ils ont affirmé qu'il y aurait pu y avoir plusieurs autres morts au cours de cet exercice. « C'est une chance qu'il n'y en ait eu qu'un » dira l'un d'eux. D'après eux, jamais les chars n'auraient dû passer à cet endroit ; il y aurait donc une faute du chef de peloton. Mais surtout, il faut insister sur deux choses : la section de CAMIER, comme les pilotes de chars étaient sur le terrain depuis la veille et ils n'avaient pas dormi de la nuit. Camier n'était dans cette section que depuis quelques jours seulement. Il avait travaillé aux cuisines durant tout son service et il venait d'être muté dans une compagnie de combat. Il n'avait jamais eu aucune instruction pour les exercices qu'il devait faire à Sissonne.

Cette version, qui est celle à la fois des camarades de Cahier et des équipages des chars montre que la responsabilité de l'armée est beaucoup plus grave qu'elle ne veut l'admettre. (...) Dans tous les régiments qui se trouvaient à Sissonne (le 150e RI, le 2e Chasseurs, le 94e RI et le 21e RIMA qui y est cantonné), l'émotion et la colère furent énormes car chacun savait qu'il aurait pu être à la place de Cahier. Ce sont les manœuvres et les exercices dangereux eux mêmes qui étaient mis en cause et non telle ou telle faute individuelle.

Spontanément, les participants éprouvèrent le besoin d'en faire plus. Ils voulaient faire connaître cette affaire afin d'exiger des mesures plus strictes à l'avenir. Ils décidèrent après une discussion de passer dans les chambrées afin d'être plus nombreux pour envoyer éventuellement une délégation au Colonel du 150e RI et un communiqué à la presse.

C'est aux cris de « Sécurité sur le Terrain ! » « A bas les Manœuvres Meurtrières ! », « Nous ne sommes pas de la chair à canon ! », que les appelés ont défilé de bâtiment en bâtiment, et se sont trouvés bientôt près de 200. Les gradés arrivèrent alors de tous côtés, accusèrent les soldats d'être « manipulés », et des discussions houleuses ont commencé, qui se sont poursuivies assez longtemps.

### au trou

Cependant dès le lendemain, la Sécurité Militaire était sur place et l'enquête débutait pour découvrir les « meneurs » ! J'ignore ce qui s'est passé dans les régiments de Verdun qui ont maintenant regagné leurs casernes. Pour le 21e RIMA, qui est actuellement en

manœuvre à Mourmelon, l'enquête a été menée rondement. Deux appelés (Poulain et Jarose) sont au trou à Sissonne. Trois autres appelés : Gillard Alain, Houssin Claude, et Lefèvre Claude ont été enlevés de leurs escadrons et mis aux arrêts de rigueur dans les locaux du 503e Régiment de Chars de Combat, à Mourmelon, où ils sont au secret. Ils seront probablement mutés dans quelques jours dans de nouveaux régiments pour purger leur peine. L'un d'entre eux, (Gillard), devait se présenter à un concours le mercredi 26 février : on l'en a empêché purement et simplement.

Tels sont les faits. On remarquera que

comme d'habitude l'enquête pour réprimer ceux qui ont dénoncé un scandale va infiniment plus vite que celle pour découvrir les responsables du scandale. Mais c'est logique. D'autant plus que cette fois il y a eu mort d'homme (« Une belle mort » osait dire un gradé du 11e Escadron !), ce qui est bien pratique car cela permet de lui mettre tout sur le dos, enlevant l'armée de tout soupçon.

Dans l'armée française de Bigeard en 1975, comme dans les troupes françaises de Bigeard en Indochine, « Un mort, c'est un con ! ».

Un appelé du 21e RIMA ■



### les comités de soldats :

« nous ne sommes pas intimidés... »

Après les manifestations de Sissonne et de Verdun, nous voulons rappeler les erreurs qui font de la mort de Camier un assassinat :

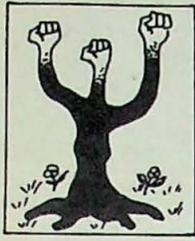
- ayant passé 10 mois aux cuisines, il est sorti des arrêts par son colonel pour aller s'affronter aux chars sans préparation suffisante ;
- les chars sont pilotés en épiscopes : les pilotes ne voient pas à moins de 20 mètres ;
- alors que dans une première partie de la manœuvre des jeeps représentent des chars, dans une seconde partie, les fantassins exténués par une journée et une nuit de marche et de combats s'attaquent à des chars réels ;
- les équipages des chars sont conditionnés pour haïr le biffin, le con qui marche et que l'on méprise.

Nous sommes plus qu'indignés par les réactions des gradés, des chefs de peloton qui disaient : « Pour moi, c'est un connard, il l'a cherché » ou du général Henry qui dit qu'il a « horreur de jouer au comptable avec les morts ».

Nous ne sommes pas intimidés par les interrogatoires de la Sécurité Militaire ni par les menaces de sanction du ministre Bourges.

Nous nous adressons à tous les partis et syndicats de gauche pour qu'ils passent de la promesse aux actes en obligeant le pouvoir à nous concéder le droit de nous organiser dans un syndicat des appelés (sans l'exclusion systématique de tout homme du rang engagé), seule garantie pour la défense réelle de nos droits, et — s'il est rattaché aux centrales ouvrières — seule garantie que les appelés prendront clairement position dans la lutte des classes contre la bourgeoisie.

COMMUNIQUE DE LA COORDINATION DES COMITES DE SOLDATS DES REGIMENTS QUI ONT PARTICIPE A LA MANOEUVRE DE SISSONNE : 21e RIMA - 2e RC - 150e RI - 94e RI.



# LARZAC : défense nationale



Larzac, lieu privilégié, terre d'équilibre, tel qu'il doit rester, pour le bonheur de ses habitants et la joie de chacun de nous...

## gardarem lo larzac...

Au sortir de la dernière guerre, le plateau du Larzac était en voie de dépérissement. Le minimum de peuplement permettant une vie sociale était atteint et l'exode rural s'accélérait. Encore quelques années et ce serait le désert...

C'est alors que progressivement, au cours des années 1950, de jeunes paysans succédant à leurs parents ou nouveaux venus sur le plateau, l'ont repris en main et l'on fait revivre. Profitant d'aides nationales aux « régions défavorisées », puis de subventions et surtout de prêts spéciaux pour les « zones de rénovation rurale », ils se sont groupés pour travailler (le Larzac compte la plus forte densité nationale de groupements d'exploitations agricoles) et ont multiplié leur production.

Mais — pour parvenir à ce résultat — ils ont dû utiliser au maximum leurs possibilités d'emprunts auprès du Crédit Agricole. Au point que leur outil de travail — terres, installations, matériel, cheptel — est en fait propriété du Crédit Agricole pour une très grande part.

Cependant la réaction immédiate de la majorité des paysans à la déclaration d'extension du camp militaire n'est pas une question de fric (indemnisation plus ou moins équitable des investissements et des efforts réalisés). C'est : « Nous ne sommes pas d'accord, nous n'accepterons jamais de perdre notre outil de travail », et « Nous voulons continuer de travailler et vivre ici ». Ils organisent la riposte en conséquence : rassemblement à Rodez du 14 juillet 1972, marche sur Paris en tracteur en janvier 73, rassemblement au Rajal del Corp du 25 août 73 animé par les Paysans-Travailleurs, participation à la Marche sur Lip du 29 septembre 73, rassemblement sur le plateau du 15 août 74, fête des moissons, etc... Début 1975, la lutte continue.

Contre ceux qui prétendent que l'armée est au service de la nation alors qu'ils livrent tous les « biens publics » à l'exploitation privée des trusts et du capital international, le côté idéologique non-violent ou le folklore gauchiste que certains ont voulu donner aux grands rassemblements du Larzac ne tient plus la rampe.

La réalité profonde c'est : « Lip-Larzac — même combat », c'est la lutte globale pour le contrôle ouvrier et populaire étendue et appliquée au monde paysan.

C'est le soulèvement de toute la population de Millau contre la menace de liquidation « manu militari » de toute une région. C'est l'alliance de tous ceux qui luttent pour détruire le pouvoir et instaurer une société socialiste.

Le Larzac est devenu un symbole pour tous ceux qui luttent pour conserver leur emploi, pour vivre et travailler « au pays ». Le Larzac est devenu le symbole de la volonté populaire de conserver ce qui appartient au peuple. Gardarem lo Larzac !

Commission nationale agricole ■

## le champ de manœuvre de l'OTAN

Terrain d'essai publicitaire pour les marchands de canons, centre d'entraînement à la guerre civile, le Larzac est aussi un enjeu international pour l'armée. En effet si, depuis de Gaulle, la France n'est plus membre de l'OTAN, elle participe toujours au Pacte Atlantique et à ce titre, à toutes les manœuvres de cet organisme ainsi qu'à tous les éléments d'une coordination militaire sur le plan atlantique.

La décision de retrait de l'OTAN s'est traduite simplement par la suppression des bases américaines en France. Mais les unités américaines, britanniques ou allemandes sont toujours les bienvenues sur les champs de manœuvre du Larzac, de Canjuers ou d'ailleurs. Ainsi lorsque l'armée britannique ne s'entraîne pas à la lutte antiguerilla, ce sont des troupes fascistes de Franco qui viennent s'exercer à réprimer les révoltes ouvrières dans les camps militaires français.

Ceci résulte d'un choix politique très conscient de l'OTAN qui veut faire de l'Europe du sud un vaste champ de manœuvre (voir par exemple les projets des manœuvres au Portugal). Dans ces régions, moins sûres politiquement que la Belgique, l'Allemagne ou le Bassin parisien, il est toujours intéressant d'avoir des troupes disponibles... ■

Le Larzac est devenu un enjeu politique essentiel pour Giscard et Bigeard. Il faut une victoire. Une victoire militaire pour redorer le blason d'une armée de plus en plus contestée, une victoire commerciale puisque le camp doit servir de terrain d'essai pour le nouveau matériel de guerre qui sera exporté. Une victoire aussi contre l'Occident qui se dresse, contre une région qui refuse la militarisation, à Canjuers, au plateau d'Albion, au Pic Saint-Loup, au Larzac, etc... Les enjeux politiques dépassent même largement l'extension du camp. Et dans cet affrontement qui se prépare avec le pouvoir, la seule voie possible est celle de l'action unitaire anti-capitalistes.

La lutte pour le contrôle ouvrier s'étend maintenant au monde paysan. Les paysans du Larzac posent le problème de l'alliance avec ceux qui luttent pour détruire le pouvoir et se réclament d'une autre société, comme les ouvriers des tanneries d'Annonay et ceux de toutes les industries de la région qui luttent contre l'exode et le chômage. Ce problème est posé à l'ensemble des forces ouvrières. Laisserons-nous détruire une région, supprimer tous les emplois, livrerons-nous nos terres à la prétendue défense nationale ?

Ce qu'il faut bien comprendre c'est que la défense nationale n'est plus en cause. Dans le fond, ce camp n'a peut-être jamais beaucoup intéressé les militaires. Au départ il était plutôt souhaité par quelques notables locaux. Peu importe le camp... Il leur faut gagner la bataille du camp ! La seule chose qui compte pour les



L'enquête parcellaire a commencé... Les intéressés ne se laisseront pas faire, ils brûlent les registres (février 1975)

## Canjuers (Var) un trou sur la carte

L'armée occupe le Var, elle l'occupe quinze fois plus qu'elle n'occupe le reste de la France. En dix ans, 70 milliards de Frs auront été dépensés pour le camp militaire de Canjuers. Il y a dix ans, la majorité des élus locaux se sont fait secrètement les complices de l'occupation du Var par l'armée.

Aujourd'hui tout s'éclaire et la population commence à prendre conscience. Les causes du mécontentement sont nombreuses : — expulsion des paysans, victimes des effets conjugués de la spéculation foncière et de la gourmandise de l'armée ;

- fin de la cueillette des champignons (accès interdit par les forces de police mobile) ;
- fin de la chasse, sauf pour les militaires et les riches qui peuvent payer plus de 800 F de permis de chasse ;
- circulation très perturbée à Draguignan et dans les villages situés entre la gare des Arcs et Canjuers ;
- endommagement des maisons par les vibrations dues au passage des lourds engins ;
- augmentation notable des vols de voitures ; bagarres dans les bars ; développement de l'alcoolisme et de la prostitution ;
- destruction d'un site naturel (déboisement, incendies, déviation et pollution du réseau hydrographique), endommagement des grottes et des richesses scientifiques (site paléontologique des « Bessons ») ;

# ou destruction nationale ?



Infantiles qui nous gouvernent, c'est que le gouvernement a toujours raison, doit toujours avoir raison. Une décision prise il y a quatre ans par M. Debré (un entêté notoire), sans s'être informé en aucune façon auparavant, après une enquête « d'utilité publique » purement bidon (que pouvaient les paysans face au « secret militaire ») doit être maintenue à tout prix... et quel prix !! D'un côté l'inutilité totale, de l'autre la transformation en désert de tout le sud Aveyronnais. Millau exsangue, avec le lupanar comme seule industrie...

Dorénavant l'affaire Larzac est une affaire nationale. L'utilité publique ne peut plus tout excuser. Et s'il y a utilité... il faut le prouver ! En défendant le Causse, les paysans se comportent en gardiens séculaires de la terre. C'est nous tous qu'ils défendent. Au Larzac, une personne amoureuse de la nature et respectueuse du travail de la tranquillité d'autrui peut marcher deux jours devant elle en harmonie avec la nature et les habitants. Si on laisse faire, la France ne sera plus qu'un vaste ensemble de terrain clôturés (de travail... ou de « vacances ») avec des autoroutes entre... Regardez ce qu'ils ont fait de Canjuers ! Ce n'est plus qu'un grand trou blanc sur la carte.

Si l'armée a quelques ennuis avec son contingent, c'est en essayant de résoudre ses problèmes qu'elle s'en tirera, pas en se « vengeant » sur les infortunés Larzaciens. Ils se battent pour nous, nous nous battons tous avec eux... jusqu'à la victoire ! L'ensemble du Parti est mobilisé pour la journée nationale du 15 mars.

## le larzac et la région millavoise

La situation économique à Millau est catastrophique et les Millavois en sont traumatisés. Réalistes, sachant que leur ville est « excentrée », ils attendent pour le moins des solutions similaires à celles qui s'appliquent dans d'autres centres régionaux tels qu'Albi, Castres, Rodez où tout n'est pas facile mais où une reconversion partielle est intervenue.

Or, par une volonté concertée, aucune solution globale ou du moins importante n'est proposée pour résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent à Millau. Les velléités sérieuses d'implantations nouvelles sont découragées alors qu'une infrastructure d'accueil a été créée.

Dans le passé ce rôle a été joué par la Chambre de Commerce qui voulait protéger le monopole des industries du gant et des peaux. Actuellement elle a assoupli sa position mais la situation de l'emploi s'est tellement dégradée que la crédibilité des élus UDR est nulle. A tel point que la municipalité est prête à brader Millau et le Larzac contre quelques dizaines d'emplois. Ce n'est pas son refus ces jours derniers d'ouvrir la Mairie à la commission d'enquête parcellaire qui lui permet de sauver la face. Millau est en colère. Les Millavois ont défendu leur Mairie face aux forces de l'ordre et brûlé les dossiers arrachés aux enquêteurs.

On comprend que dans ce contexte une partie de la population ouvrière vive dans la peur du chômage, de l'exil, de la répression, du licenciement provoquée par une attitude militante pour défendre le Larzac. Le chantage à l'emploi est plus efficace et l'exploitation plus pesante.

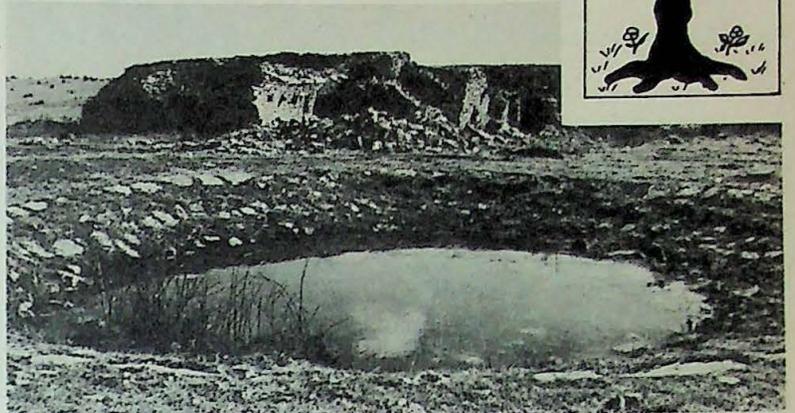
— bruit : hélicoptères, chars, tir de canon ;

— danger pour toute la région : fusées, engins nucléaires.

Les conséquences sont d'abord économiques. C'est l'aggravation des déséquilibres. Le Var est une région sous-développée : pas d'industries (les rares entreprises - GIMAC, DISRAM, etc... ont dû fermer leurs portes malgré les luttes menées), de moins en moins d'agriculture, et, depuis le transfert de la préfecture à Toulon, disparition d'une partie importante du tertiaire. Draguignan, privée de ses entreprises et de ses administrations départementales, devient une ville-record pour le chômage. La conséquence, c'est le départ des jeunes et des travailleurs hors de la Provence.

Elles sont aussi politiques. Le Var est véritablement colonisé par l'armée : les décisions n'ap-

partiennent plus aux élus locaux (le transfert de la préfecture a été décidé sans leur consultation), et encore moins à la population. Mais il y a plus grave : l'avenir du Var dépend maintenant en grande partie des autorités militaires, reliées à des organismes internationaux tels que l'OTAN : Canjuers sert de terrain de manœuvres aux armées impérialistes. En 1972, des paras Allemands ; en 1974 et 1975, les Marines Américains. Comment ne pas penser que la venue récente de ces marines est en rapport avec les déclarations menaçantes de Kissinger au sujet d'une éventuelle intervention militaire au Moyen-Orient ? Canjuers sert aussi à entraîner des commandos à combattre « l'ennemi intérieur » : le Village de Brovès, exproprié, est réservé à l'entraînement au combat de rue...



Ce qu'ils en font... Ici était la ferme des Agastous (à l'intérieur du camp actuel). La mort règne. Il n'y a pas que les obus non éclatés. Les brebis parties, les vipères pullulent (l'écologie, c'est aussi cela !).

## la stratégie militaire et l'extension des camps

Quels sont les points sur lesquels le pouvoir ne peut lâcher sans une révision globale de sa doctrine militaire, et ceux qu'il met en avant dans le but de faire échouer ou de canaliser la lutte ? Les piliers de sa stratégie sont :

- la force nucléaire et ses « annexes » : DOT (Défense Opérationnelle du Territoire), contrôle de la population, etc... ;
- les forces d'intervention extérieures, et plus particulièrement les corps expéditionnaires pour l'Afrique et les DOM-TOM ;
- l'industrie d'armement.

Le rôle des territoires militaires doit donc être compris comme l'existence de zones où l'armée peut développer son activité expérimentale et d'entraînement faute de pouvoir les développer pour des raisons techniques et politiques sur des terrains civils.

Plus le consensus populaire est faible en matière de défense et plus l'armée doit élargir ses territoires. Parce que la France a, pour des raisons politiques, une industrie d'armement complète de la bombe nucléaire stratégique à l'armement léger, l'armée a besoin de terrains en relation avec chacune de ces armes. Si la Polynésie et la Guyane sont retenues pour l'expérimentation nucléaire et les lanceurs de longue portée, ils n'offrent pas la possibilité d'expérimentation pour l'artillerie, la cavalerie et les missiles de faible portée.

Evidemment, le principe de l'extension des camps étant acquis, tout un chapelet de « retombées » positives du point de vue des militaires sont à exploiter. Les zones ainsi « libérées » peuvent être facilement utilisées pour les manœuvres classiques qui se font dans la plus grande utilité pour permettant notamment d'éviter le « contact » entre les soldats en manœuvre et la population. L'entraînement de groupes étrangers peut également s'effectuer sans alerter l'opinion publique.

Le pouvoir a besoin de rassurer ses militaires en leur assurant une victoire, mais il n'effectuera que des replis territoriaux et politiques au niveau tactique. La lutte contre l'extension des territoires militaires, parce qu'elle se heurte de front à la stratégie du pouvoir, est un élément essentiel de la lutte contre la militarisation. Et l'unité populaire qui se forge dans la lutte montre ce que veut dire ici contrôle populaire sur l'armée.

G. YVERRES ■



Mardi 25 février, 20 h. L'ordre règne à Millau...



**Ecologie :**

# Nucléaire : la bataille des centrales

Un peu partout en France, le pari nucléaire commence à avoir du plomb dans l'aile. « **Actifs aujourd'hui, radio-actifs demain** » : c'est une idée qui commence à faire son chemin, de Why! à Port la Nouvelle, de Paris à la Bretagne. Un peu partout où ça bouge aussi, on voit en première ligne, aux côtés des écologistes et des travailleurs, les sections et les fédérations PSU. Mais cette étape indispensable doit être accompagnée d'un assaut central pour casser le plan de mort, le plan policier, le plan du mépris, le plan nucléaire.

Personne n'a le droit de jouer avec la vie, la santé, l'équilibre écologique des générations actuelles ou futures. Si nous avons tort (si le nucléaire est sans dan-

ger), alors il sera toujours temps de construire des centrales. On a même toutes les raisons de penser que la technologie aura progressé d'ici là...

Mais si nous avons raison, alors les partisans du nucléaire sont en train de nous entraîner sans retour dans un pari criminel. De plus, la rentabilité économique des centrales peut être mise en doute ; de plus en plus de facteurs interviennent dans le calcul, facteurs dont jusqu'à présent nos bons maîtres avaient oublié de tenir compte...

C'est dans ce contexte que le mouvement écologique, les Amis de la terre et le PSU ont décidé de préparer pour le 26 avril (date du débat parlementaire) une série de



manifestations de masse ayant pour but d'imposer l'arrêt de la construction des centrales. TS publiera bientôt un dossier sur le nucléaire, les luttes déjà menées et celles à entreprendre, afin de donner une base de départ à la

campagne décidée par le PSU. Il est nécessaire de gagner la bataille des centrales, premier acte de la reconquête du territoire par la population.

Jacques THIBAUT ■

**Police :**

# danger, brigade anti-gang !

Le beau paroleur de service à Europe 1 jubile : les policiers de la brigade anti-gang « préviennent qu'ils tueront à vue sur les auteurs de l'agression de la République ». Ces bons jeunes gens ont les nerfs à vif et la gachette sensible. Il ne ferait pas bon être « otage » entre leurs pattes. Le soir même, une très obscure histoire de règlement de compte entre deux bandes rivales (celle qui n'est pas à l'hôpital n'a en fait jamais été retrouvée) permet à ces paladins de se « venger » de leur déconvenue sur deux avocats franco-algériens, tout à fait étrangers à ces histoires.

On n'a pas oublié le magnifique carton que naguère ces preux chevaliers de la loi et de l'ordre firent sur quelques passants (z'avaient qu'à pas être là) et gangsters (faut les visser) alors que, prévenus à l'avance d'un hold up, ils avaient laissé celui-ci s'accomplir « pour



pouvoir mieux « saler » les gangsters en cour d'assises ». On se souviendra avec profit que ces messieurs ou leurs cousins déplorait lors de l'affaire des otages d'Orly de ne pas avoir pu buter les deux fellouzes

quand c'était encore possible, alors que les terroristes étaient trois !!!

Mais que diable faisait « par hasard » cette voiture de la PJ à 150 mètres de l'endroit où l'on attaquait une banque ? De deux choses l'une. Soit il y a hypertrophie de la PJ et des dizaines de milliers de fines gachettes sont aux aguets dans Paris, prêts à flinguer tout ce qui bouge ; et dans ce cas, je recommande de ne pas sortir sans gilet pare-balles. Soit les flics en question étaient au courant, et dans cette hypothèse, ils sont au minimum coupables de pas mal de choses assez graves que je ne nommerai pas ici pour des raisons que chacun comprendra. Inculpé du moindre de ces délits, je coucherais ce soir en prison, nos aimables pistoleros non.

Pour s'être simplement trouvés là, sur les lieux, lors de l'intervention au bar Thélème, boulevard Saint-

Germain, tous les consommateurs ont été molestés, et Me Benachéno a été sauvagement battu, tandis que Me Oussedik était interrogé nu ! Où est la loi qui permet de déshabiller les gens dont on contrôle l'identité, sans parler du « feu de l'action » qui n'autorise nullement les injures ou les tabassages qui ont eu lieu après que le « calme » soit revenu. Quel courage ! Et c'est à ces gens que le grand permis de chasse est offert par leurs supérieurs et la presse réunis. Le safari est ouvert !

N'empêche, à l'heure où j'écris, les rouleurs de mécanique, les pointeurs d'élite ont bonne mine : c'est 100 briques en moins pour la banque, deux cadavres sur les bras ; et une solide plainte sur le dos. Reste à savoir si le juge Bernard lui fera un meilleur sort qu'aux écoutes du Carnard Enchaîné...

J.T. ■

**vient de paraître :**

## critique socialiste

Le numéro 20-21, janvier-février 1975, de **Critique Socialiste**, revue théorique du PSU vient de paraître.

**Au sommaire :**

— Programme de crise et programme socialiste ; Pierre Naville

— Au XXI<sup>e</sup> Congrès du PCF : raidissement tactique ; Victor Fay

— Intervention d'ouverture aux journées nationales de Rennes.

— Plate-forme des Paysans-travailleurs

— Du producteur au consommateur, par V. Jean

— Famille et sexualité dans le monde rural — Maguy Guillien

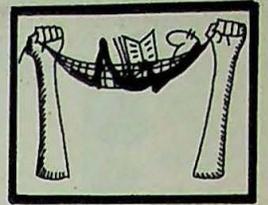
Le numéro double : 12 F  
Abonnement : France : 50 F pour 6 numéros — Etranger : 70 F. Plus supplément : France 70 F Etranger : 90 F

Editions Syros : 9, rue Borromée — 75015 Paris  
CCP : 19.706-28 Paris

**et pendant ce temps-là...**



Pendant ce temps-là, Madame la Présidente de la République sablait le champagne avec ses paires, dans « l'hôtel » de Jours de France, au Rond-Point, celui du Figaro et des Champs-Élysées. On a les loisirs que l'on peut, comme à l'air de dire Mme Dassault...



# pour un urbanisme social

En novembre 1974 se sont tenues les assises parisiennes du logement social. Elles avaient été précédées par des réunions locales regroupant essentiellement les militants des mouvements organisateurs des assises. Cette caractéristique a été pour nous le point négatif de ce rassemblement.

Mais un grand nombre d'organisations de masse ont réfléchi ensemble sur le problème du logement : organisations de locataires, syndicats, partis de gauche, mouvements de jeunes et de personnes âgées. Et surtout ces organisations ont défini une plate-forme d'actions qui dépasse le seul logement social pour aborder un certain nombre de problèmes importants pour la définition d'un véritable urbanisme social dans la région parisienne : transports en commun,

renovation publique et privée, restauration des vieux quartiers... Enfin les assises n'ont constitué qu'un point de départ : les différentes organisations appellent à une semaine d'action du 13 au 20 mars qui s'achèvera par une manifestation de la République à l'Hôtel de Ville, le jeudi 20 mars à 18 h (1).

C'est en travaillant avec les comités locaux, sur leurs objectifs, que la mobilisation sera possible et aura un sens. Il faut aussi multiplier les contacts au niveau local avec les organisations existantes (partis, syndicats, mouvements divers, etc.) pour définir les actions à entreprendre. Certaines organisations sont prêtes à s'engager pour cette semaine d'action (CFDT, CGL, PS, en particulier), alors que d'autres sont plus réticentes et ont comme unique objectif d'amener leurs

membres à la manifestation. Les sections parisiennes du PSU devront essayer de leur côté de peser dans le sens d'une prise en charge réelle de cette action par la population parisienne. Si on ne peut espérer réussir à créer un rapport de force favorable dans tous les arrondissements, il serait important d'y parvenir dans ceux où les luttes ont pris une certaine extension et cela est possible (voir interview ci-dessous).

La semaine d'action marque un net progrès. Grâce aux luttes menées à la base ces derniers mois, il ne s'agit plus de pétitions à signer, ni de délégations à envoyer à l'Hôtel de Ville. Il faudra ultérieurement porter au niveau de la région parisienne ce qui a été commencé au niveau de Paris. En effet le système capitaliste a entrepris la restructuration de l'es-

pace au niveau de la région et pas seulement au niveau de Paris (2). Les habitants ne sont pas déportés aux portes de Paris, mais dans les villes nouvelles distantes de 30 ou 40 km. Les problèmes d'emploi; de transport se posent aussi à cette échelle. Face à la stratégie cohérente du capitalisme, nous devons être capables de répondre aussi de manière globale pour ne pas rester sur la défensive. Cela veut dire qu'à travers les luttes qui se mènent, il faut que nous puissions définir une politique sociale de l'urbanisme.

Gilles ORVAL ■

(1) Pour cette semaine d'action, il y aura un tract et une affiche à retirer au 9 rue Borromée.

(2) Courez voir une exposition passionnante : « l'urbanisme aujourd'hui et demain, c'est aussi le plan d'occupation des sols » organisée par la Cimade au 15 rue Gay-Lussac, Paris 5°. Jusqu'au 25 mars.

## la lutte contre les expulsions dans le quartier du Marais (Paris-IVe)

C'est à partir des années soixante qu'ont commencé les opérations de rénovation et de restauration du Marais. Elles ont d'abord été menées par une société d'économie mixte, la SOREMA, dans des conditions acceptables puisque les habitants étaient relogés sur place. Mais, très vite, spéculateurs et promoteurs sont arrivés, et les opérations immobilières ont pris leur caractère habituel : la recherche du profit maximum. La Ville de Paris et les sociétés d'économie mixte ont agi très vite dans le même sens.

C'est pour faire un bilan des luttes menées par les habitants que TS a interviewé Anne Bellanger, militante du PSU et membre du comité Justice et paix, un des mouvements qui lutte contre les expulsions dans le Marais.

TS : Comment a débuté la lutte contre les expulsions ?

Anne Bellanger : Les habitants du Marais, lorsque les promoteurs ont commencé à vouloir les expulser, étaient complètement désarmés. Le comité Justice et Paix composé de chrétiens, de militants du PS et du PSU, a été créé pour les conseiller sur le plan légal, les rassurer et les aider à ne pas céder face aux pressions des promoteurs. Le comité organisait une permanence hebdomadaire où les habitants exposaient leur problème personnel et le comité leur cherchait une solution personnelle. Au niveau du Marais, il agissait comme un groupe de pression, en allant par exemple soumettre les cas des habitants aux élus de l'arrondissement.

Cependant la multiplication des expulsions et le rôle des militants politiques dans les comités de base ont permis de dépasser progressivement le stade individuel pour arriver à une action collective contre les promoteurs et la politique du pouvoir.

TS : Peux-tu nous donner quelques exemples qui ont permis cette évolution ?

A.B. : Il y a d'abord eu la lutte contre le parking sur le square Jean XXIII en 1971, animée par le comité des habitants du IVe arrondissement créé par les militants du PSU. Son action, couronnée de succès, a eu un écho considérable dans un quartier qui souffre beaucoup du manque d'espaces verts. En février 1973, un terrain appartenant à la ville de Paris, barricadé depuis 15 ans, a été transformé en terrain d'aventure ; les enfants

chants et locataires n'occupent les lieux qu'à titre précaire.

Les arguments avancés sont tous de mauvaise foi. Les documents déposés devant le conseil municipal parlent de l'insalubrité de l'îlot 16. Depuis 1942 elle n'a pas empêché les immeubles d'être habités malgré l'absence d'entretien de la part de la Ville de Paris. La ville n'a rien fait pour



restaurer l'îlot et ses carences ne doivent pas servir à une opération spéculative. Sous couvert de mécénat, la galerie réalise une bonne opération ; elle souhaite obtenir un bail de 99 ans avec un loyer annuel de 10 000 F alors que la Ville encaisse chaque année 35 000 F de loyer. Enfin cette affaire montre la collusion de la Ville de Paris avec les spéculateurs privés. Elle brade son patrimoine ; les sociétés d'économie mixte se comportent comme les promoteurs.

TS : L'affaire de l'îlot 16 que la Ville de Paris se propose d'offrir à la galerie MAEGHT est à l'origine d'une intense activité.

A.B. : D'abord les expulsions concernent 570 habitants qui ont connu une existence mouvementée. L'îlot 16 est en effet devenu propriété de la Ville de Paris en 1942 après les grandes rafles de juillet qui ont vidé le quartier de sa population juive. Cette même année, les autorités municipales avaient décidé de détruire l'îlot, pour cause, déjà, d'insalubrité. Les baux locatifs ou commerciaux avaient été annulés : depuis les commer-

ciants et locataires n'occupent les lieux qu'à titre précaire.

TS : Quel bilan tires-tu de ces luttes ?

A.B. : On est passé d'une action individualiste à une action collective. Les habitants du Marais ne se laisseront plus expulser et ils sont prêts à entreprendre toutes les actions, mêmes illégales, pour que soient respectés leurs droits à être logés dans le quartier où ils ont toujours vécu.

Propos recueillis par Gilles ORVAL ■



Université :

# noyer le Soisson

Les composantes du mouvement étudiant mettent au point des ripostes au plan d'austérité du secrétaire d'Etat Soisson. Le récent congrès de l'UNEF ex-Renouveau a surtout marqué le renforcement des actions corporatistes de ce syndicat étudiant. Les trois principales revendications avancées — les allocations d'études, l'augmentation des crédits et l'exigence des débouchés — ne sont pas de nature à remettre en cause le projet de réforme du secrétaire d'Etat aux universités. La coordination nationale étudiante du PSU, réunie durant le week-end dernier à Paris, s'est efforcée de dégager de son côté des propositions de riposte pour le mouvement étudiant.

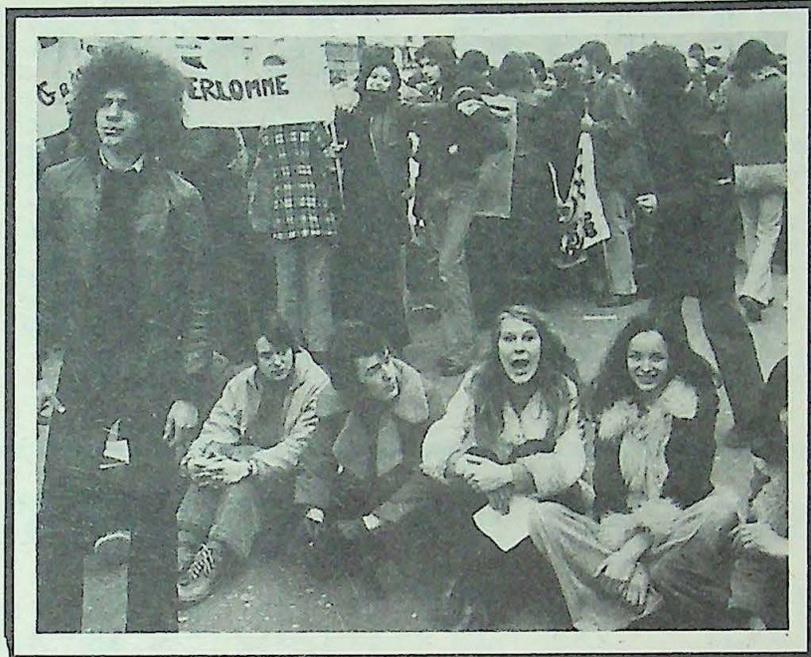
Dans la période d'austérité chacun doit supporter sa juste part de l'effort national : le secrétaire d'Etat aux universités a donc réduit les crédits. Les facultés doivent se débrouiller : il leur faut trouver les moyens financiers d'exister, généralement en passant des contrats avec les entreprises publiques ou privées.

## sans vergogne

Voilà donc les universités engagées sur la voie du « management » ! voilà les patrons à l'intérieur des conseils d'université prêts à décider du contenu des études ! « Il faut réduire les crédits publics pour forcer les universités à s'adapter ». La formule n'est pas nouvelle : elle date d'Olivier Guichard, l'un de ces ministres de l'éducation qui n'ont fait qu'un temps. Sans vergogne Soisson la reprend à son compte. Mais pour manquer d'originalité, notre secrétaire d'Etat aux universités ne laisse pas d'être efficace. A nous d'organiser une riposte organisée et cohérente, en demandant l'augmentation des

crédits publics pour la formation et la recherche sans pour autant abandonner le contrôle de leur utilisation, ce qui revient concrètement à revendiquer le droit de tous à l'information sur les débats et décisions dans les conseils d'Université. Dans le même esprit, il convient d'imposer un contrôle efficace sur la nature des relations entretenues par les

teur privé. Jacques Borel est ainsi preneur de l'ensemble des restaurants universitaires dès que le ministère les aura transformés en restaurants au prix coûtant (et non plus à moitié prix comme actuellement). L'Etat réserve donc son aide aux secteurs en difficulté selon la vieille technique : « socialisons les pertes, privatisons les profits ».



Conseils d'Université et les patrons.

Le plan d'austérité à l'Université, c'est également la réduction de l'aide aux étudiants. Le nombre des boursiers de l'enseignement supérieur est tombé en 1974-75 à 115 113 alors qu'il s'élevait à 131 449 l'année précédente et atteignait presque 150 000 étudiants en 1970-71.

Autre exemple : les œuvres universitaires (restaurants U, cités U...). Le gouvernement tente de rendre rentables certains domaines afin de les offrir au sec-

Mais, par le biais du plan d'austérité, l'idée essentielle de Soisson est de restructurer l'université pour qu'elle réalise les formations professionnelles qu'exige le marché actuel de l'emploi. Bref il envisage de resserrer les liens entre formation et emploi, et ceci de trois manières :

- les étudiants sont trop nombreux à commencer des études supérieures qu'ils ne terminent jamais. Il faut les sélectionner à l'entrée de l'université par un « super bac » ;
- il faut orienter sérieusement

les étudiants selon les besoins en main d'œuvre ;

— il faut leur donner une formation professionnelle efficace les préparant directement au premier emploi. Ce sont par exemple les maîtrises de sciences et techniques, ou bien l'année de formation professionnelle sous contrôle du patronat obligatoire pour l'étudiant qui finit ses études.

S'il faut à coup sûr qu'il existe des liens entre la formation et l'emploi, nous refusons qu'ils s'inscrivent dans la logique capitaliste du marché du travail. Pourquoi admettre par exemple qu'on limite sévèrement les débouchés dans les secteurs santé et éducation alors qu'on manque de médecins et de professeurs ? Cette liaison ne doit pas aller dans le sens d'une formation professionnelle accélérée sous contrôle du patronat et surtout hiérarchisée.

## formation-emploi

La vraie garantie à l'emploi, c'est en particulier le premier emploi sûr et stable, la garantie de l'embauche au retour du service militaire, la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives. Le droit à la formation pour tous, c'est la suppression de toute sélection sociale à l'université : cela signifie, entre autres, la réduction des horaires surchargés des maîtrises de sciences interdisant aux étudiants salariés de suivre ces enseignements, et l'accès des non-bacheliers et de tous les travailleurs à l'enseignement supérieur comme à Vincennes.

Ce gouvernement-autruche prétend réadapter l'enseignement supérieur au marché de l'emploi, mais il refuse de voir la situation actuelle. Il existe un problème du salariat étudiant : 60 % des étudiants aujourd'hui poursuivent leurs études en travaillant pour gagner leur vie. L'unique réponse du gouvernement consiste à accorder une assistance de l'Etat à 17 % des étudiants : les boursiers — quelle dérision !

Pour que cesse le système de la démarche individuelle, il faut exiger avec l'ensemble des étudiants salariés la titularisation immédiate de tous leurs emplois, et revendiquer pour les étudiants salariés le salut de travailleur en formation.

Mais rien n'est fait par ailleurs en faculté pour permettre les études de salariés ; et la proportion d'échec chez eux atteint 90 %. Aussi, nous demandons l'aménagement du temps d'étude en faculté compte tenu du temps de travail, et l'attribution privilégiée de l'aide publique aux étudiants salariés (restaurants U, cités U...).

Le mouvement étudiant ne doit pas se bercer d'illusion. Seul face au pouvoir il n'obtiendra pas satisfaction ; c'est dans l'unité populaire, en se battant pour le droit à l'emploi et à la formation pour tous, qu'il a des chances de faire reculer Soisson.

## P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 75.76.77 Le P.S.U. dossier d'accueil F. 4.00

N° 78.79 Sur la question agraire F 3.00

Numéros disponibles :

- N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
- N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
- N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
- N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
- N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
- N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50
- N° 51 Le recrutement 1.00

- N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
- N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité 4.00
- N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00
- N° 70.71.72 coopération du néo-colonialisme 4.00
- N° 73.74 animation de la réunion de section 3.00
- Abonnement : 20 N° F 30.00
- A adresser à : Editions Syros 9, Rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris

## Dossiers formation

- N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
- N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.
- N° 7 Lutte, contrôle et Auto-gestion, les réponses du P.S.U.

La série des 3 N° : F 8.00  
Commande et règlement à adresser à Edition Syros

Hélène MATHIEU ■

## Drogue

# Un scandale qui rassure

Plus un phénomène est surestimé, valorisé, porté à la une des journaux comme un événement extraordinaire, plus on veut faire oublier la réalité sociale qui lui a donné naissance. La mort de quatre jeunes drogués à Paris a ramené le problème de la drogue au premier plan. Mais le scandale rassure car il évite de nous interroger plus à fond.

**Ce n'est pas un hasard si le Parisien libéré a eu la réaction fasciste la plus classique : appel à la peur, à la répression policière, à l'armée, contre la justice libérale. Chaque une du Parisien Libéré ou du Nouvel Observateur nous guette, nous plonge dans le non-vécu. La drogue ? Connais pas, connais plus puisqu'on croit en savoir les dangers, puisque ça atteint les autres, les non-français moyens ou les non-militants, les non-lecteurs.**

Mais la drogue est là : trente morts au centre Marmottan, des dizaines seuls dans leur coin. Leurs enfants prenant du LSD, des parents (j'en connais parmi eux qui lisent TS et sont au PSU) voient leur image familiale craquer, leur libéralisme et leur engagement politique pris à contre-pied. Des copains deviennent tout à coup nos ombres désespérées, fuient à toute vitesse nos échecs et nos angoisses. Alors la drogue n'est plus un fait divers ; la réalité sociale nous revient en pleine figure et le mépris ne suffit plus.

C'est bien de l'héroïne et des autres drogues toxiques (amphétamines, LSD) qu'il s'agit et non du haschich ou de la marijuana sur lesquels on fait grand bruit en pratiquant l'amalgame drogue douce-drogue dure.

### La fin des filières ?

Prendre de l'héroïne régulièrement (seuls 10% de ceux qui s'y mettent arrivent à contrôler leur consommation et à éviter la fixation), c'est organiser son suicide. Tant que ces suicidés n'étaient que des marginaux, des porto ricains, des noirs, l'Amérique des riches et ses flics ne bougeaient pas. Quand l'héroïne est sortie des ghettos pour atteindre 500 000 personnes, le problème est devenu social, une peur sociale.

En France, malgré l'absence d'héroïne sur le marché, on peut évaluer les intoxiqués à 20 ou 30 000. Que faire face à l'ampleur du problème : le coût social de la désintoxication est très important. L'arrestation, la répression des drogués aux USA et ailleurs n'avaient mené à rien : la destruction de quelques filières non plus.

Il semble que la route de l'héroïne ait été coupée en France. Des prises importantes ont été opérées l'année dernière. Les USA avaient asséché une des principales sources (50 tonnes d'opium par an) via Marseille, des trafiquants français : les champs de

pavots turcs. Les stocks accumulés les années précédentes sont en voie d'épuisement. Le milieu, très visé en France (deux gros trafiquants arrêtés la semaine dernière sur la côte d'Azur), tente de constituer d'autres filières en Europe : Copenhague, Amsterdam, Munich, Bruxelles. La drogue n'est qu'une marchandise, une source de profit extraordinaire en fonction de sa rareté, des interdits, de son illégalité.

### Ne plus jouer le jeu

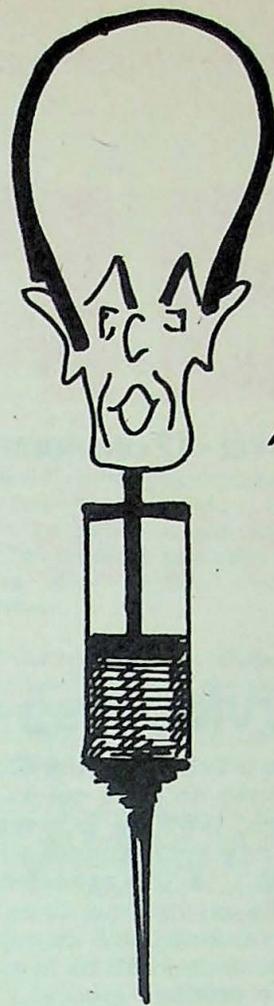
Mais, si les sources s'épuisent en France, le problème reste. Les toxicomanes vont à Amsterdam où ils savent pouvoir se ravitailler. Ils cherchent aussi d'autres moyens : ils savent trouver dans les produits pharmaceutiques de nouvelles possibilités pour suppléer au manque. Ils attaquent donc les pharmacies. Mais ils ne sont pas des chimistes et ils s'empoisonnent souvent avec les cocktails, les mélanges (soupes) de produits toxiques qu'ils absorbent.

Les possibilités de rencontres avec la drogue, la volonté d'absorber existent encore bel et bien. Les plus atteints continuent d'en mourir. Pourquoi se droguer ?

Aujourd'hui toute critique de la société se heurte à la répression, au subtil balancier « récupération-refus », que ce soit dans les usines, les familles, les écoles. Nous visons un monde traversé par l'angoisse du chaos final, mais meurtrier de tous les changements, de toutes les utopies de la jeunesse. La France vit à l'heure des soirées au coin du feu du président, des matches à grand spectacle. La famille, la rue, les écoles ne sont plus que des immenses sens interdits.

La drogue devient pour des milliers de jeunes le seul dépassement parce qu'elle permet de jouer avec la mort et le plaisir, de transgresser tous les interdits sociaux et familiaux. Elle fait surgir le goût pour l'hallucination, lieu de désirs, d'utopies, de toute-puissance.

Les toxicomanes ne peuvent donc qu'avoir un comportement social inacceptable : ils ne jouent plus le jeu. Ils vivent sous drogue l'absence de contraintes et de lois. Ils n'assument plus aucun compromis avec la réalité. Quelle que soit la cause qui a déclenché cette recherche du « tout, tout de suite ! », du droit au plaisir, l'envoûtement naît dès que l'héroïne ou n'importe quelle substance chimique entrent dans le sang.



Je suis  
la  
drogue  
capitaliste

C'est dire que tous les discours porteurs des valeurs de la société actuelle, et même ceux qui luttent contre elles sont inefficaces.

### Nos valeurs, les leurs

C'est dire qu'un toxicomane ne se récupère pas dans le combat politique traditionnel : il fait trop peur. Il fuit des interdits en même temps qu'il cherche à s'identifier à quelque chose. La vieille France du « travail, famille, patrie » agressait la jeunesse par ses « grands-pères médaillés » ou par « ses pères — j'ai connu les nazis ». Aujourd'hui elle agresse par ses réformes, plus ses flics. Les pères épousent, consciemment ou inconsciemment, cette agression meurtrière contre la jeunesse, cette violence organisée de la classe sociale au pouvoir repliée sur les quelques valeurs archaïques qui lui restent. L'argent supplée les punitions, la publicité supplée les catéchismes, la violence policière supplée les colonies de vacances.

Il est temps de le dire : la drogue est une fuite, oui, mais vers la mort. Quand on veut à ce point la mort, c'est qu'on vit de plus en plus l'intolérable, c'est qu'on est déjà mourant dans ce monde qui ne donne plus rien.

Les médecins n'ont pas trouvé d'autres traitements que la méthadone, substitut aux opiacés, nécessaire pour trouver un contact avec les drogués. Pour soigner un « junkie » (drogué à l'héroïne), il ne suffit pas d'une bonne culture psychiatrique, d'humanisme chrétien, d'amour du prochain. Il faut savoir pourquoi les jeunes se droguent. Ce n'est pas suffisant bien sûr. Car après avoir compris, vibré avec un drogué, il faut pouvoir lui restituer un monde autre que celui, imaginaire, qu'il a vu en se « shootant ».

J'ai tenté de le faire. Hé bien, croyez-moi, l'autogestion dans ces cas ça ne sert que si on est capable d'avoir envie de la vivre ! Permettre à un drogué d'accepter cette société que nous contestons demande autre chose que des slogans ou des réformes. C'est pour cela que la drogue interroge la politique. Le droit au plaisir suppose une autre poésie, une autre démarche que nos propagandes traditionnelles. Les drogués seront de plus en plus nombreux et ils nous interrogeront dans notre vécu beaucoup plus que tous les reportages les plus intelligents ou les plus crapuleux.

Yves SPARFEL ■

Ceci explique d'ailleurs la fascination pour la seringue.

### Le manque

A l'abolition du temps de l'aliénation, succèdent la fin du rêve, l'intolérable absence de bonheur, de tendresse, de plaisir qu'organise la société. La vision de ce monde invivable donne envie de repartir, de plonger, de se seringue encore. Le manque est à l'image des cadences-usines, des parents-pognons, des HLM-casernes, des casernes-tortures... On augmente vite les doses. On s'intoxique. On ne revient plus en arrière. La désintégration, la coupure (l'entrée dans le monde autistique, disent les psychiatres), le déséquilibre s'accroît. L'autonomie recherchée ne dépend plus que d'une fascinante consommation.

De contestataire (refus de l'ordre social), le drogué devient un malade. Inutile d'insister ici sur ce que veut dire la maladie dans ces cas : les images atroces de la



RAW SUGAR ONT BTE SAIS. A DES CHINOIS. NPM L'INTI 28 639 AFP TELEPHOTO

« déchéance », de la « souffrance » montrées en termes moralisateurs ne manquent pas dans vos journaux habituels. Parce que la coupure est invivable en dehors de la drogue. A quoi se raccrocher ? A l'usine ? A la famille ? Le seul point de réappropriation de la vie actuelle pour un toxicomane, c'est souvent l'amour d'un autre.

# arvel

Association Arvel - 12<sup>A</sup> Boulevard des Brotteaux - 69006 Lyon - Tél. 52.56.48

## été 1975

### Au service des familles et des jeunes

Depuis 5 ans ARVEL propose à ses adhérents des séjours et voyages dans une gamme de pays qui s'étend chaque année... Les prix qu'elle pratique augmentent moins vite que le coût de la vie ; ne vous étonnez pas de leur modération : sachez qu'ARVEL est une association à but réellement non lucratif, qu'elle est ennemie du perfectionnisme qui conduit à faire payer 2 ou 300 F de supplément pour éviter de marcher 100 m de l'hôtel à la plage, qu'elle refuse toute politique de prestige (pensez... son

catalogue n'est même pas en couleurs !), que ses partenaires sont parfois d'autres associations, des petites auberges, ou même des pêcheurs yougoslaves.

Avec quel autre organisme de voyages peut-on passer 2 semaines à l'étranger, en août par exemple, pour 530 F ? Qui, à part ARVEL, consent des réductions pour enfants pouvant atteindre 50 % ? Et encore 10 % de plus à toute famille qui a payé moins de 600 F d'impôts.

Et pourtant ARVEL vit depuis 5 ans...

### yougoslavie

Deux formules sont proposées :

- « rendez-vous au village » des villages de pêcheurs que vous rejoignez par vos propres moyens. Vous ne payez que le séjour. Logement en hôtel, en auberge.. ou chez l'habitant. Depuis 270 F par semaine.

- « avion compris ». L'île de KRK reçoit familles et jeunes. Le Centre International de Budva est réservé aux Jeunes. Départs de Lyon et de Paris. Depuis 980 F pour 2 semaines, tout compris.

### tunisie

4 formules

- « super-charter » : 1 vol aller et retour, quelques nuits d'hôtel et des semaines libres

- séjour à Nabeul, voyage, avion, pension complète, depuis 985 F pour 2 semaines

- festival de Tabarka... pour que vos vacances soient une fête (depuis 820 F)

- circuit « Djerba comprise » depuis 1 435 F

### autriche

« Rendez-vous au village » : Maria Alm. Depuis 300 F par semaine.

### france

- gîtes familiaux au bord d'un lac, en Limousin.
- équitation en Provence (initiation ou randonnées).

### italie

Un hôtel près de Venise. Depuis 205 F par semaine.

### la vie africaine

Délaissant les palaces internationaux incolores et inodores, vivez la vie africaine, par petits

groupes, au Sénégal ou au Congo-Brazza.

### mexique

Nous vous proposons une gamme complète de voyages : des transports seuls depuis 1980 F, aux circuits personnalisés. Et cette année... on arrive dans une ville et on repart d'une autre.

### bali

Un peu loin pour être vraiment bon marché... enfin si vous avez 3 750 F...

### expéditions

Ça c'est pour les courageux qui veulent bien partir de France en car ou minibus jusqu'en Grèce (1 300 F), en Turquie (1 360 F) au Maroc (1 050 F)... ou en Laponie (1 530 F). On campe, on autogère le budget, on découvre Météora,

l'accueil du peuple turc, les campements berbères d'Aguelma-neou le soleil de minuit !

### et aussi

L'Albanie, l'Afghanistan, l'Amérique du sud, l'Egypte, l'Inde. Et encore...

### demandez

le catalogue complet à ARVEL  
12<sup>A</sup> Bd des Brotteaux 69006 Lyon  
Tél. (78) 52.56.48



# Autour du crapaud, beaucoup de grenouilles.

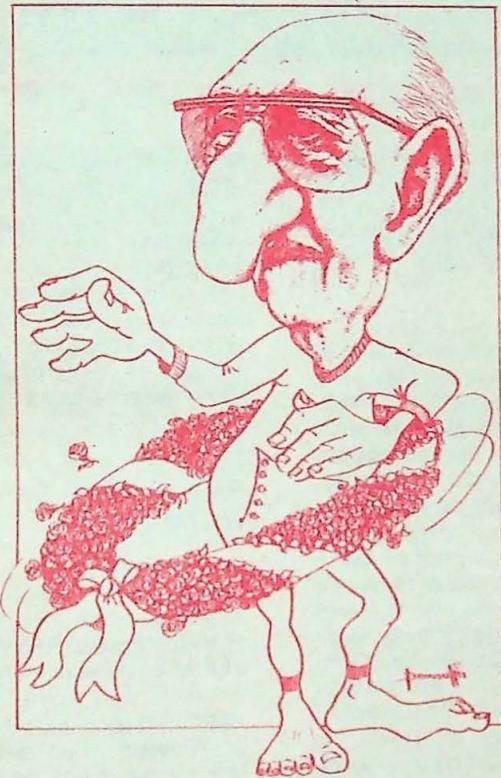
◆ Dans la vieille chapelle du Palais de l'Escurial, où Philippe II avait installé sa cour, Franco vient d'effectuer sa première sortie officielle après sa maladie. Le prétexte : une messe à la mémoire d'Alphonse XIII, dernier roi d'Espagne. Juan Carlos, retour des chasses de Chambord avec Valéry Giscard d'Estaing, est là. Mais aussi Alfonso de Bourbon, son cousin, mari de la petite-fille de Franco, dont les prétentions sont soutenues par « l'entourage ».

Tous les officiels, les intimes,

surées. Aujourd'hui il s'en va. Alors la peur gagne, au point... de s'exprimer physiquement, l'honorable assemblée.

## les derniers « libéraux »

L'expression de cette peur en termes politiques, Arias Navarro, premier Ministre, vient de l'énoncer publiquement dans une interview télévisée quelques jours avant. Celui-là même qui le 12 février 1974, s'était présenté comme un homme d'ouverture, vient de fermer toutes les portes,



les partisans d'autrefois et d'aujourd'hui (très rares) sont présents. Leur regard est lourd. Il ne cesse de se porter sur le « caudillo » pour soupeser les semaines ou les mois qu'il lui reste à vivre.

« Il a moins bien trotté en montant les marches que la dernière fois. Il ne peut plus réprimer côté main droite les tremblements qui l'agitent. La maladie de Parkinson continue d'exercer ses ravages... ». La cérémonie devait être solennelle. Elle est surtout lugubre. Impossible à supporter pour tous les chamarrés présents. Bref on chuchote. La cour s'interroge sur la suite, et cette fin de règne ne lui dit rien qui vaille.

C'est que le régime craque de toutes parts. Où sont les nouveaux puissants ? Chacun cherche à les déceler et fait état de ses relations. Tant de passerelles et de ponts à jeter font transpirer la triste compagnie. C'est qu'elle est peu habituée aux efforts des travaux publics. Elle aimait mieux les rentes. L'horrible vieillard juché sur son socle les lui avait as-

et brandit les foudres de la répression.

Ceux qui avaient été tentés par la politique définie l'an dernier viennent de manifester leur désaccord, de manière plus ou moins bruyante, en fonction des postes occupés. Trois ministres en peu de temps ont démissionné. Le premier, Pía Cabanellas, avait essayé de libérer la presse du carcan qui l'étouffe. Le second, ministre de l'économie et des finances, constatait avec effroi que la hausse des prix atteignait 20% l'an, sans qu'aucune mesure soit prise pour arrêter une inflation galopante. Le troisième enfin, s'était attaché à l'élaboration d'une loi institutionnalisant — même avec des limites — le droit de grève. Le projet définitif accordait, lui, le droit aux patrons de licencier tous ceux qui avaient osé faire grève.

Avec stupeur — était-il si naïf ? — avec amertume en tous cas, l'un de ces ministres dit : « Arias Navarro nous avait déclaré :

« Vous serez les premiers ministres libéraux du régime ». Nous avons compris que nous allions être les derniers ministres fascistes d'un régime qui se meurt ».

Même attitude chez nombre de hauts fonctionnaires, qui avaient cru aux mêmes promesses, et qui expriment leur fureur par des pétitions rendues publiques.

C'est l'ensemble de l'appareil d'Etat, qui manifeste non seulement son mécontentement, mais aussi son souci de rechercher une autre voie. Mais avec qui ? Ici les choses se compliquent. Notamment en fonction d'une inconnue qui est au centre de toutes les préoccupations : quelle va être l'attitude de l'armée ?

Le limogeage du général Drez Alegria, chef d'état major, l'arrestation de deux officiers à Barcelone, les pétitions qui circulent dans les cercles militaires, font que d'aucuns — très hâtivement — tendent à assimiler les motivations de l'armée espagnole à celles de l'armée portugaise. Si l'exemple portugais revêt une importance considérable, et sert de référence, dans tous les milieux politiques espagnols, les situations ne sont pourtant pas les mêmes notamment en ce qui concerne l'armée, la conception qu'elle a de son rôle, sa situation sur l'échiquier politique.

## une armée technocratique

L'armée espagnole n'est certes plus celle de la guerre civile. Sur 20 000 officiers, 150 seulement d'entre eux ont participé à la « croisade franquiste ». Mais sur ces mêmes 20 000 officiers près de 15 000 ont fait des stages prolongés aux Etats-Unis ou dans les pays d'Amérique latine. Le résultat est que les jeunes officiers ont une conception beaucoup plus étendue du rôle de l'armée, en termes techniques, économiques, politiques et sociaux.

Drez Alegria a été limogé, non sur la base d'un livre bien timide ou de son voyage en Roumanie (d'évidence autorisé), mais sur celle d'un discours qu'il a tenu devant un parterre d'officiers, et dans lequel il disait en substance : « L'ordre est nécessaire, et on nous demande de le défendre. Fort bien. Mais de quel ordre s'agit-il ? Tout bien considéré, ce n'est pas l'opposition qui fomenté des troubles, mais la nature même de l'ordre qui est imposé au pays qui est la

source de tous les troubles et de tous les désordres ».

Propos inacceptables, immédiatement sanctionnés. La situation à l'intérieur même des tenants du régime, entre ceux qui entendent maintenir le statu quo, et ceux qui veulent le faire évoluer à partir du sommet est donc bloquée.

## la CIA et l'Elysée

La caractéristique commune des forces en question, qui occupent l'essentiel de l'appareil d'Etat, étant qu'en effet elles recherchent une solution en terme de sommet, avec les conseils intéressés de la CIA américaine, de l'Elysée et de beaucoup d'autres, qui redoutent pour l'Espagne, une situation aussi ouverte que celle qui s'est créée au Portugal.

Pour les uns — les « ultras » — la tentation d'un putsch réalisé en s'appuyant sur une partie de l'armée, et tout l'appareil répressif du régime, est non seulement dans l'ordre des hypothèses possibles, mais sans doute des interventions nécessaires. Pour les autres — centre droit, une partie de la démocratie chrétienne, une partie plus compacte de l'armée — cette solution tient de la folie et contribuerait à créer une explosion dont nul ne maîtriserait les effets. Dès lors, ce qui est devenu indispensable c'est d'élargir la base sociale du régime, d'y intégrer les nouvelles couches moyennes, nées avec le développement rapide et moderne de l'économie espagnole.

L'appel aux pays du Marché Commun devient insistant dans ces milieux, dont Fraga Iribarne, ancien ministre de l'Information, ambassadeur à Londres, ou Ruiz Gimenez, pour les démocrates-chrétiens, et le Comte de Motrico, ancien ambassadeur à Paris, sont devenus les hérauts.

D'autres s'associent à la manœuvre : de manière plus ou moins avouée. C'est que les luttes à la base, la combativité ouvrière, sont devenues un élément majeur dans le débat politique lui-même.

C'est ce deuxième volet de la situation espagnole que nous évoquerons la semaine prochaine. En sachant qu'il s'imbrique étroitement avec le premier. Si le « crapaud » comme l'appellent nombre d'Espagnols appellent Franco, se meurt, nombre de grenouilles, elles, s'agitent dans de multiples marais.

Marc ETCHEVERRY ■



# les grandes manœuvres de

**L'ANGOLA** sera complètement indépendant du PORTUGAL le 11 novembre prochain. En application des accords de Pénina, signés le 15 janvier 1975, les troupes portugaises quitteront à cette date le pays, après avoir garanti le déroulement démocratique des élections à la Constituante. D'ici là, un gouvernement composé de trois Portugais et de trois ministres angolais (un par mouvement de

libération reconnu) gère les affaires du pays. En principe, tout se déroule donc normalement.

En réalité, on assiste depuis le 25 avril à une lutte de moins en moins cachée entre l'impérialisme U.S., qui prend appui sur ses instruments locaux comme le F.N.L.A. (Front national de libération de l'Angola) de Roberto HOLDEN, ou l'U.N.I.T.A. (Union

toire de langue portugaise (cf. Pierre Delcourt, Ph. n° 163).

Alors, le mécanisme habituel remonté par les compagnies multinationales et les gouvernements impérialistes s'enclenche : on recrute des mercenaires, on finance un pseudo-mouvement de libération comme le F.L.E.C. (Front de libération de l'enclave de Cabinda), on suscite des séditions, comme celle de Chipenda, récemment exclu du M.P.L.A.

on le voit  
venir avec  
ses petits  
pas !



**Angola :**

## Angola-Cabinda : USA, Zaïre, France, mercenaires, and Co...

nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) de Jonas SAVIMBI, et les forces progressistes regroupées au sein du M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola), présidé par Agostinho NETO.

### un débouché

La raison de cette rivalité est précisément que l'Angola est un enjeu considérable pour l'impérialisme. Par sa position stratégique d'abord, l'Angola menace l'équilibre favorable aux intérêts impérialistes constitué par la Namibie, la Rhodésie et l'Afrique du Sud ; les côtes angolaises sont une étape importante sur la route du Cap et un débouché essentiel pour les richesses du Kattanga et de la Zambie. Par ses richesses économiques aussi, puisque le pays possède d'énormes potentialités énergétiques, minières et agricoles (pétrole, fer, diamant, or, café, jute). L'enclave de CABINDA notamment suscite des convoitises pour son pétrole : une association France-Cabinda s'est même créée à Paris, le 20 janvier 1975, sous l'impulsion des milieux pétroliers français (Total, Elf-Erap, Compagnie Française des Pétroles) pour... « empêcher ce pays francophone à 80% de tomber sous la dépendance d'un terri-

Une armée de 15 000 hommes, appartenant au F.N.L.A., armée et entraînée par les Américains, a même commencé à passer la frontière entre le Zaïre et l'Angola.

M. Kissinger de son côté a nommé comme secrétaire d'Etat-adjoint aux affaires africaines un certain M. Nathaniel Davis. Certes, ses prédécesseurs à ce poste n'avaient pas été inactifs. On se souvient du voyage de M. Charles Moore en Afrique australe au mois de novembre 1969, en particulier au Mozambique, où il venait enquêter sur les menaces que faisaient peser les mouvements de libération sur les entreprises des multinationales, comme le barrage de Cabora-Bassa. Mais, avec M. Davis, la menace est plus précise : il s'est rendu célèbre au Chili, par son activité en septembre 1973 comme ambassadeur des U.S.A. La gauche chilienne avait cherché à obtenir son renvoi à cause de ses liens avec la C.I.A. Il avait fait un mystérieux voyage à Washington... le 10 septembre 1973, et une journaliste américaine l'avait accusé d'avoir sablé le champagne pour fêter le putsch. On comprend que sa nomination à la tête du Département d'Etat pour le secteur africain a suscité nombre de réactions : le Congrès américain a manifesté son hostilité à cette nomination, et l'O.U.A. l'a « désapprouvée »... Dans une

lettre à M. Eteki M'Boumoua, secrétaire général de cette Organisation, M. Kissinger a osé écrire : « Suggérer qu'un tel homme a mission de « déstabiliser » l'Afrique, un continent avec lequel nous avons d'excellentes relations et où notre politique est d'aider le développement, est inacceptable et agressif. »

### avec des armes françaises

Dans un meeting organisé à Paris le 18 février par le M.O.S.C.A.G.A.M. (\*), M. Edmundo Rocha, représentant du M.P.L.A. à Alger, a lancé un appel pressant à la solidarité : « Nous estimons que le peuple français représenté ici par ses organisations peut et doit nous aider davantage que par le passé. Il doit racheter la dette que vous avez envers notre peuple, car des milliers d'Africains sont morts avec des armes fabriquées par des ouvriers français, fournies aux colonialistes portugais par la France. » La gauche doit répondre à cet appel. C'est extrêmement important, c'est extrêmement urgent.

Arnold LEROUX ■

(\* ) Mouvement de soutien aux luttes des peuples de Guinée-Bissau, du Cap-Vert, d'Angola et du Mozambique corr. Mme Maryvonne HILLION, BP 72-75623 Paris cedex 13.



## Bram Fischer en danger de mort

« J'accepte la règle générale qui veut que les lois soient obéies pour la protection de la société. Mais quand les lois elles-mêmes deviennent immorales et demandent au citoyen de participer à un système organisé d'oppression, fut-ce par son silence et son apathie — alors je crois qu'il y a un devoir supérieur qui contraint à refuser de telles lois ». Ainsi parlait à

ses juges Bram Fischer, un des leaders du Parti communiste sud-africain, condamné à la prison à vie en mars 1966 en vertu de la loi sur le sabotage et la loi sur la suppression du communisme. L'ancien président du Barreau de Johannesburg âgé aujourd'hui de plus de soixante-cinq ans, meurt doucement d'un cancer du cerveau. Mal-

gré de nombreux appels (ONU, juristes, démocrates, etc...) Vorster, le premier ministre sud-africain refuse obstinément de le relâcher comme le signale le bulletin du Bureau d'Information sur l'Afrique australe (BIAA, 40, rue Ronelle 75015-PARIS)

# l'impérialisme américain



Le 1er mars a été annoncé l'envoi de chasseurs et d'un corps expéditionnaire jordanien destinés à renforcer les troupes du Shah d'Iran déjà en opérations et soumises depuis trois mois aux coups des maquisards. L'armée iranienne, qui faisait l'admiration des experts militaires internationaux, a perdu au Dhofar des centaines de soldats et d'officiers. De l'aveu des correspondants de presse occidentaux, des unités de plusieurs centaines d'hommes ont été mises en déroute...

Mais le blocus économique, l'encercllement des zones libérées, l'acharnement systématique de l'artillerie et de l'aviation anglo-iranienne contre la population des zones libérées posent des problèmes importants aux maquisards. Actuellement, le soutien matériel apporté au peuple d'Oman par l'ensemble des comités de solidarité européens et américains prend une importance très grande en raison du silence qui recouvre la « sale guerre » des forces d'agression étrangères en Oman et aussi, au plan matériel, de l'extrême modicité des moyens du Front populaire de libération d'Oman. En France, ce soutien est organisé sur des bases politiques unitaires par le « Comité de soutien à la révolution en Oman », récemment créé.

Le gouvernement américain qui depuis 1970 soutient obstinément le régime Lon Nol, se voit maintenant contraint, devant les constants succès militaires et politiques remportés par le GRUNK et le FUNK, de modifier sa politique d'intervention au Cambodge. Il s'apprête à brader en catastrophe son homme-lige, le maréchal Lon Nol.

## pont aérien

En effet, du point de vue militaire, la position des Khmers rou-

par tous les moyens a intensifié le potentiel de destruction militaire qu'elle a mis en place. Mais Ford s'est heurté aux nettes réticences du Congrès américain pour le vote d'une rallonge de 222 millions de dollars. L'épouvantail communiste agité devant les sénateurs et la menace « d'un bain de sang général », ne suffisent même plus à faire voter les cré-

## Moyen-Orient

### la « sale guerre » d'Oman

L'attaque actuelle a commencé mi-septembre 74, sous la conduite des troupes et de l'aviation iraniennes, profitant de la fin de la saison des pluies pour essayer de surprendre les révolutionnaires. L'attaque a été repoussée malgré les énormes effectifs mobilisés par le Sultan et le Shah (30 000 hommes).

Le sultan Quabous, qui a été placé au pouvoir par les Britanniques en juillet 1970, a dû faire appel à des forces étrangères pour faire face au développement de la lutte armée : le Shah d'Iran, qui avait déjà annexé les îles stratégiques du détroit d'Hormuz, est intervenu pour sauver le régime féodal du sultan mais aussi pour succéder aux Britanniques comme gendarme local chargé du contrôle du golfe et de ses richesses pétrolières.

laire de libération d'Oman s'est trouvé en face d'une situation totalement nouvelle qu'il a pu affronter grâce aux résolutions prises par son dernier congrès qui donnent une indépendance organisationnelle à chacune des branches du Front dans le golfe.

L'étape actuelle est décisive : l'offensive du Shah coïncide avec les menaces d'intervention armée brandies par Ford et Kissinger en cas d'augmentation du prix du pétrole et l'établissement d'une base américaine sur l'île de Massira, au large d'Oman. Il s'agit de stopper — ou tout au moins d'isoler jusqu'à l'étranglement — tous les mouvements de libération nationale dans la région (du Yémen à la Palestine) pour sauvegarder la main mise impérialiste sur les richesses de la région.

L'impérialisme français y est partie prenante comme le montrent les livraisons d'armes à l'Iran (pour un milliard de dollars) et à Quabous ; ainsi que l'achat d'une concession en Oman, pour l'exploitation du pétrole par Elf-Erap (cf. la récente visite à Paris de Quabous, reçu par Giscard le 19 décembre 1973. L'agence Reuter a rapporté que « la France a exprimé son soutien au gouvernement du sultanat d'Oman dans sa guerre contre les révolutionnaires du Dhofar. »

Le comité de soutien à la révolution en Oman publie un journal ; « Oman en lutte », que diffuse le PSU. Le CSRO diffuse aussi trois films sur Oman, dont « L'heure de la libération a sonné ». A l'appel du CSRO et de l'Union des Etudiants iraniens en France se tiendra le 18 mars à 20 h au 44, rue de Rennes un meeting de soutien au peuple omani.

CSRO : B.P. : n° 20, 75661 - PARIS - cedex 14. Permanences : Le mercredi de 18 h 30 à 20 h, au 94, rue Notre Dame des Champs, PARIS 6e.



Haviidi, de l'armée iranienne : prise sur son corps par les maquisards.

Le rôle de l'Iran est conforme à la stratégie actuelle de l'impérialisme américain : développer et soutenir les forces armées des régimes réactionnaires sans avoir à intervenir directement, pour continuer à exploiter les ressources naturelles de la région. Les royalties reçues par Quabous de la part des compagnies monopolistes opérant dans son pays lui ont servi à payer le coût élevé de l'intervention étrangère.

## l'étranglement

La phase actuelle se développe depuis décembre 1973, date de l'intervention de l'Iran pour sauver le régime de Quabous. Le Front popu-

## Cambodge :

### les derniers jours de Lon-Nol

ges se renforce chaque jour. Les troupes populaires de libération se trouvent aujourd'hui quasiment aux portes de la capitale Pnom Penh, qu'elles encerclent entièrement. Le FUNK mène également des offensives contre les derniers fiefs de provinces du régime de Pnom-Penh.

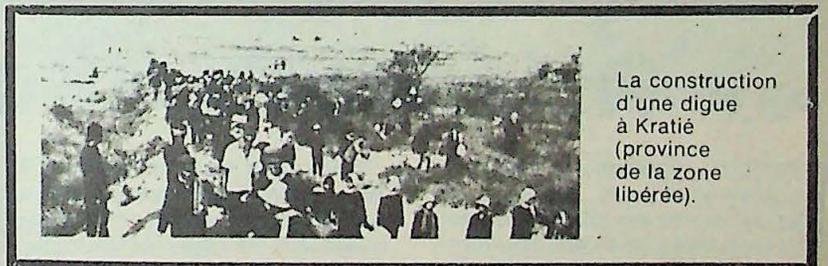
Le Mekong est complètement coupé ; les convois de ravitaillement venant de Saïgon sont systématiquement bombardés et détruits par les forces armées populaires : avec la saison sèche, le lit du fleuve est complètement bloqué par les épaves.

La peur de tout perdre est devenue la plus forte.

## un « mirade » de Kissinger ?

Certes, le gouvernement US peut continuer à détourner vers le Cambodge une grande partie de son potentiel militaire et financier destiné à la Thaïlande et au Sud-Vietnam, mais cela rentrerait alors ouvertement en contradiction avec la « khmémisation » de la guerre (des Khmers combattant des Khmers).

Quelle issue pour le Cambodge ? Va-t-on assister à une



La construction d'une digue à Kratié (province de la zone libérée).

Pachengstong, l'aéroport de Phnom Penh, seul lieu avec l'extérieur, est sérieusement menacé lui aussi. Malgré un puissant pont aérien américain organisé par des « sociétés privées » de la CIA (400 tonnes de munitions et 300 tonnes de fuel par jour), les troupes du Maréchal Lon Nol commencent gravement à manquer de munitions et de carburants.

Les besoins de riz de Pnom Penh sont de 700 tonnes par jour. Les Américains ne peuvent fournir avec leurs « C 130 » que 400 tonnes, et encore une grande partie est-elle détournée sur le marché noir pour le profit des colonels Sirik Maltak et autres. Il faudrait 15 000 mercenaires pour réouvrir le Mekong, mais les hommes manquent : ils sont soit morts, soit passés de l'autre côté.

Face à cette situation, l'administration américaine cherche

campagne publicitaire autour du « prestidigitateur » miracle, Kissinger, le « faiseur de Paix » ; l'homme qui fait sortir de son chapeau un régime Lon Nol sans Lon Nol, au nom du « monde libre » et de la « paix des peuples » ?

Pour les Khmers rouges, par contre, les faits sont là, et... têtus. Le temps travaille pour eux ; les quatre cinquièmes de la population et 95 % du territoire sont déjà libérés. Ils renforcent patiemment les zones libérées en les organisant économiquement et politiquement. Il est fort probable qu'il fêteront à leur manière le cinquième anniversaire de la formation du GRUNK et du FUNK...

A. JACQUES - P. TANNEUR ■

\* A Paris : semaine pour le Cambodge du 17 au 23 mars (cinquième anniversaire le 23 mars).

# « Il était une fois Hollywood »

## Retro-Goldwin-Mayer...



Curieux film que ce « Il était une fois Hollywood » dont on se demande pourquoi il passe en fin de séance et non à l'entracte, avec les esquimaux. Car c'est bien d'un film publicitaire qu'il s'agit, un film de promotion-vente destiné à faire mousser le produit « METRO-GOLDWIN-MAYER »

Le procédé ? Très simple. On prend les meilleures séquences des quelques 200 films musicaux produits par la firme, on les met bout à bout, on répète « MGM » comme un mot magique toutes les dix secondes, on ajoute une pincée de nostalgie, quelques grammes de oon vieux temps, beaucoup de superlatifs et on sert en espérant que le consommateur achètera MGM la

prochaine fois qu'il ira au cinéma.

Film instructif pourtant :

— On y voit au banquet d'anniversaire de la métro toutes les vedettes du moment, attablées les unes à côté des autres, montrées comme des singes savant dans une vitrine. C'est nous qu'on a les plus beaux pantins !

— On y apprend comment s'opère la sélection des apprentis stars, au fur et à mesure que le budget du film augmente. (Mais que deviennent ceux qui sont rejetés au stade du film à petit budget ?)

— On y apprend qu'on forçait les acteurs débutants à chanter parce qu'il fallait produire à tout prix des comédies musicales (ce qui nous

vaut des séquences hilarantes où James Stewart et Cary Grant y vont de leurs trémolos).

— On y apprend que les vedettes s'échangent comme des timbres-postes. La M.G.M. essaie de négocier avec la Fox : Shirley Temple contre Clark Gable...

— On y apprend aussi que les flics ne comprennent pas pourquoi c'est bon de patouiller dans les flaques d'eau en chantant sous la pluie... Mais ça on le savait déjà !

En fin de compte que reste-t-il ? L'utilisation (une fois de plus) de la mode rétro à des fins purement (si l'on peut dire) commerciales. Quelques grands moments, dus à la virtuosité de Fred Astaire, aux acrobaties de Gene Kelly et à la voix de

Judy Garland. Mais tout cela noyé dans un film mal ficelé, entrecoupé de séquences grotesques ou de vieilles gloires bouffies viennent chanter les louanges de la M.G.M. et se renvoient l'ascenseur en toute sincérité : « Le plus génial, c'est un tel, ... la plus fantastique c'est une telle », jusqu'à Liza Minelli, la petite dernière de la M.G.M., dont on suggère qu'elle n'a pas fini de faire gagner du fric à la grande maison. Le lion de ma Métro (Grrroarr !!) a toujours de l'appétit.

P.S. : Courrons revoir les comédies musicales (entières) plutôt que ce concentré de vedettes qui sonne comme un tiroir-caisse.

Charles MAUROUX ■

## « La Coupe à dix francs » : une lutte de jeunes

Voilà un film révolutionnaire qui ne parle apparemment ni de la lutte des classes ni de l'exploitation. J'ai dit apparemment, car — en réalité — cette histoire de cinq jeunes qui travaillent dans un petit bled dans une usine de menuiserie, montre, sur quoi peut se cristalliser la révolte, et le ras l'bol. Ceux d'une jeunesse en proie à toutes les potentialités révolutionnaires que lui inocule une société injuste, féroce, et qui se présente à eux sous la forme d'un patron, d'un contremaître, d'un gendarme, ou d'une famille (qui reproduit en elle les stigmates de la répression).

Cinq jeunes, avec leurs problèmes sexuels, leur difficultés d'être et d'accepter de subir.

Cette difficulté se traduit chez eux par une affirmation fondamentale, une manière à eux d'affronter le monde et cette société, qui est de porter les cheveux longs. Ces cheveux longs constituent pour eux une autre « manière d'être » et d'affirmer confusément leur révolte et leur identité. Ils sont à ce titre contestés par le patron qui exige d'eux qu'ils les fassent couper, forme moderne de la

castration, symbole de l'humiliation permettant de fabriquer des êtres soumis et malléables.

« La coupe à dix francs » est l'histoire de la lutte menée par ces jeunes, dans une boîte où n'existe ni délégué du personnel, ni comité d'entreprise, ni syndicat. Ce n'est ni une lutte de salaires, ni une lutte pour l'emploi, ni une lutte sur les conditions de travail ; mais elle va en réalité beaucoup plus loin : elle met en cause la société capitaliste dans son ensemble, et le degré de violence auquel aboutit cette lutte, comme l'émotion violente que nous

fait partager le réalisateur (Philippe Condroyer), donnent à ce film une valeur didactique de premier ordre.

Ajoutons que « La coupe à dix francs » n'est pas seulement un film « révolutionnaire » il est en plus passionnant, et remarquablement interprété. Courez-y, faites le passer en province, et notez bien ma remarque qui n'est pas celle d'un « critique professionnel » de cinéma : des films d'Eisenstein, à côté de « La coupe à dix francs », c'est d'la merde !

Jean VERGER ■

## P.S.U. Relance du « front culturel »

La « Culture » fait bien souvent peur. A droite, on la craint parce que l'on croit y déceler une intention subversive ; on la contrôle, on la dénature pour imposer au peuple des sous-produits « culturels », parfaits véhicules de l'idéologie de la classe dominante (de Mireille Mathieu à Louis de Funès, en passant par Guy des Cars et Guy Lux). A gauche, on craint aussi le problème. On parle de « démocratisation », mais on repousse le débat et l'action aux calendes de la Révolution Socialiste. Au P.S.U. depuis quelques années nous n'avons pas non plus réussi à aborder sérieusement la question culturelle, en liaison avec notre projet et notre pratique politique.

Il y a à cette situation de nombreuses explications : craintes de « débordements d'intellectuels », nécessité de préciser notre axe stratégique autour du contrôle ouvrier, motivation insuffisante des militants etc... En fait, ce secteur était laissé à l'initiative de quelques camarades qui expri-

maient dans les colonnes de T.S. ou de divers organes de presse nationaux des positions, certes intéressantes, mais individuelles et qui cautionnaient l'absence de ligne claire du PSU dans le domaine culturel.

### Un week-end

Cette période semble toucher à sa fin, les 15 et 16 février derniers, des militants de la région parisienne, du Havre, de Calais, de Metz, de Nantes, de la Rochelle, etc... professionnels de la culture (animateurs, comédiens, musiciens, peintres), enseignants, militants syndicalistes ou adhérents de M.J.C. se sont retrouvés rue Borromée pour participer au premier week-end organisé par la commission nationale « Combat culturel » du parti. La réflexion théorique sur la notion de culture, la stratégie culturelle du pouvoir, les pratiques culturelles de la gauche réformatrice, les objectifs du parti dans ce domaine et les actions prioritaires à mener furent au menu (copieux, mais assez digeste...) de ces deux jours.

Nous étions loin des débats fumeux que l'on a connus sur ces questions, où quelques penseurs échangeaient des théories savantes qu'eux seuls comprennent. Des problèmes précis furent cernés : le pouvoir a-t-il une stratégie cohérente dans ce secteur ? Quels pièges l'idéologie dominante nous tend-elle à chaque détour d'émissions de télé, de juke-box ou de salle de cinéma ? Que doit faire un animateur socio-culturel qui voit une M.J.C. rasée par les bulldozers, comme ce fut le cas tout récemment à Viry-Chatillon ? Quelles sont les difficultés que rencontre un camarade postier de Nantes qui veut faire aborder les problèmes culturels par son syndicat en termes de lutte de classes, etc...

Des débats clairs, des décisions concrètes (comme celles de faire paraître un bulletin « Combat culturel du P.S.U. » dont le premier numéro fera le compte-rendu de ce week-end) et, des points de vue assez convergents...

Eric SPROGIS ■



# Breskennerien : des chanteurs militants dans la lutte anticapitaliste

Nous présentons cette semaine dans TS un groupe de militants qui ont choisi la chanson comme moyen de lutter. Ils s'appellent BRESKENNERIEN. Ils écrivent des textes à partir d'expérience vécues, de luttes partagées et popularisent ainsi les luttes menées par les travailleurs, les femmes, les soldats...

Ils font parti d'un collectif d'édition de disques qui fonctionne comme un réseau militant et qui s'appelle DROUG. Ensemble, ils vivent un combat culturel et idéologique qui fait pleinement parti de la lutte anticapitaliste.

**T.S. :** *Breskennerien c'est un groupe de chanteurs ?*

**B. :** D'abord c'est cinq personnes : quatre musiciens et une sonoratrice. Tous ces gens-là étaient engagés politiquement et chacun dans des horizons sociaux très différents ; et puis ils ressentait tous la nécessité de mener une lutte au niveau culturel, au niveau idéologique. Par leurs actions syndicales ou politiques, ils avaient envie de compléter tout cela avec des armes un peu nouvelles. Le regroupement s'est fait vraiment par hasard en discutant du folk américain, breton, de la pop, etc. ; on trouvait tous que notre culture musicale était plutôt « décongestionnante », et pas en rapport avec le reste de nos activités. Alors, petit à petit, l'idée a germé de faire de la chanson authentiquement politique.

**T.S. :** *Mais ce nom Breskennerien, d'où vient-il ?*

**B. :** Au début, une partie du groupe s'est trouvée englobée dans le phénomène du mouvement culturel lié aux luttes sociales en Bretagne. En effet Breskennerien vient de Breskenner, qui veut dire « la vache folle », et ça signifie par extension ceux qui brisent les clôtures, qui ne respectent pas les normes édictées par la société. Puis ça a été l'intégration du mouvement culturel breton, dans le show biz, et le repliement nationaliste. Avec les clivages qui se sont produits Breskennerien, s'est affirmé comme un groupe qui prenait la parole sans œillères ni frontières.

On vivait à Paris, on s'est mis à chanter aussi bien l'ennui qui suinte des lycées que le sort du paysan, breton ou non, le Chili, le sahel et les multinationales. Comme le contenu de nos chansons ne laisse plus planer le doute d'appartenir à la Bretonnaïlle des bourgeoisies « bretonnes » ou « françaises » du show biz on est resté « Breskenne-

rien ». A cette époque, nous nous sommes intégrés au collectif DROUG, lui aussi issu du mouvement culturel en Bretagne qui a pris le parti de favoriser les prises de parole véritablement subversives. Nous y avons enregistré un premier disque.

**T.S. :** *Quand on vous rencontre on a l'impression que Breskennerien c'est un groupe solide, soudé autour de projets qui semblent assez précis.*

**B. :** L'axe fondamental de notre action est de témoigner des véritables conditions sociales actuelles, de dénoncer le capitalisme et ses effets sous toutes ses formes d'oppressions et de répressions. La chanson et l'objet-disque, par la charge émotionnelle qu'ils représentent, pénètrent l'intimité des gens et provoquent une réflexion, une brutale interrogation qui appelle à la critique de leur vie quotidienne. Il ne suffit pas de brandir des totems comme Lip, Cerisay, Draguignan, Bretoncelles, car les médias, en les faisant circuler, les réinvestissent, les coupent du réel, du vécu des gens, et les placent à un niveau où ils apparaissent comme étrangers à ceux qui ne vivent pas l'action.

Chanter, pour nous, c'est essentiellement mener un combat pour décongeler les vérités, obliger à se regarder en face, à regarder en face la réalité capitaliste, sans mythifier les luttes en les rendant triomphatrices. C'est contribuer à faire un bilan de ce qu'on a mutilé, confisqué, aux classes dominées par le capital. Ce bilan permet de mieux forger d'autres armes de lutte, de se réveiller de ce sommeil latent de la consommation qui nous bouffe tous, dès qu'on n'est pas vigilant. On a tous des tendances à se scléroser, à devenir des militants de 5 à 7, ou spécialisés du style « clairvoyant politique » et « femme pototte » à la maison.

Par les chansons, on aborde un peu tout cela, on bouscule et on se bouscule car notre pratique n'est pas plus exemplaire que celle des autres camarades.

**T.S. :** *Mais pourquoi avez-vous choisi la chanson pour mener cette lutte idéologique et culturelle ?*

**B. :** La chanson constitue un moyen fabuleux d'intégration idéologique à la bourgeoisie ; c'est finalement le seul « art », il faudrait plutôt dire, une sous-forme culturelle, prise en charge par « les masses ». Elle trimbale toute la bêtise bourgeoise, tout le conformisme social. La chanson d'amour, la poésie à l'eau de rose, l'épanchement narcissique, ne sont jamais pris dans la vie quotidienne pour ce qu'ils sont : un discours politique réactionnaire. Ce que nous essayons, c'est de « retourner » la chanson avec son énorme force d'impact, d'en faire un instrument de lutte. Et qui soit autre chose que l'hymne de manif dont la source s'est d'ailleurs tarie. Ça ne veut évidemment pas dire qu'on va parler de dialectique à tous les refrains. Un témoignage comme celui sur la mort de Victor Jara dans toute sa force brutale, presque insoutenable, en dit plus long que n'importe quel long discours théorique sur le fascisme.



fait plus avec le « loisir diversion », un travail préparatoire fait par un militant culturel révolutionnaire, par un diffuseur de DROUG par exemple donne des résultats très positifs. Il est important de dire à ce propos que la diffusion parallèle militante de disques, recueils chansons, livres etc., est un élément essentiel de la diffusion de notre type de prise de parole. Par ailleurs il est difficile à un chanteur ou à un groupe de survivre sans passer dans le secteur subventionné (MJC, Centres



**T.S. :** *Avec le mur du silence entretenu autour des expressions culturelles anti-capitalistes, comment se faire entendre pour des chanteurs tels que vous ?*

**B. :** Il nous paraît essentiel de surmonter le cloisonnement qui existe entre travailleurs et chanteurs, moyens de lutte et moyens d'expression sur les lieux de travail. Pour ne plus simplement chanter la lutte, mais devenir un élément de la lutte. Les interventions du genre que nous avons faites à Néogravure ou à Bretoncelles montrent une voie. L'intervention dans les grèves n'est pas un délasserment, surtout pas un divertissement, il s'agit de participer à la volonté de lutte, de l'élargir en témoignant d'autres expériences de luttes. L'intégration de la lutte culturelle à la lutte de Piron, à Bretoncelles est un acquis très positif. Nous essayons au maximum d'intervenir sur les lieux de travail pendant une lutte, mais aussi avant ! C'est sur le lieu de travail qu'une prise de parole culturelle révolutionnaire est le mieux reçue ; la confusion ne se

culturels, etc...) et ce ne sont pas du tout des lieux négligeables pour une politisation au-delà de la « consommation-diversion » du spectacle. ■

## DROUG a déjà réalisé :

- Collection « Folk Present » :  
Trois 33 tours de Kirjuhél  
Un super 45 tours et un 33 tours d'Arbatz  
Un super 45 tours de Kanhadiskan avec Lama Meur et Yan Ber.  
Un super 45 tours des Breskennerien.

- Collection « Discocanar » (super 45 tours)  
n° 1 La nouvelle chanson populaire en Bretagne  
n° 2 Au rendez-vous de Penhoët (disque de travailleurs des chantiers de l'Atlantique)  
n° 3 « Femmes »  
Et en préparation :  
« Discocanar » : « Folie » - « Prisons » - « Armée » - « Enfants » - « Lycées ».



Derrière son doux regard de « non violent », Maxime Leforestier a beaucoup de choses violentes à dire. Sur l'armée, la justice, l'école, sur cette « gigantesque berceuse faite pour nous endormir », comme il l'appelle avec un sourire faussement interrogateur. Depuis quelques jours, Maxime Leforestier chante au Palais des Congrès de la Porte Maillot, à Paris, et jusqu'au 16 mars. Entre deux répétitions il a accordé une interview à TS.

**TS :** *Maxime Leforestier que représente cette expérience du Palais des Congrès, ces 3 500 places, et un prix d'entrée unique à 10 F ?*

**MAXIME LE FORESTIER :** le Palais des Congrès : c'est la seule salle à Paris où il est possible, financièrement, de mettre les places à 10 F. Elle est grande, bien équipée. Il n'y a pas de frais supplémentaires. Et elle est louée à un prix honnête. Il faut se rappeler que les taxes sur les spectacles de variétés sont très élevées (6,54 % de TVA, 8,80 % pour la SACEM).

En supprimant un certain nombre d'intermédiaires, on arrive à rentabiliser un spectacle, à placer tout le monde très bien à 10 F la place. La soi-disant obligation de monter le prix des places tombe. Il faudra un jour que le public ou les gens du métier s'intéressent à savoir où va l'argent qu'ils remettent, et qu'ils comprennent que lorsqu'ils donnent 40 F, il y a une drôle de répartition qui se fait par derrière...

Le Palais des Congrès, c'est la salle la plus luxueuse d'Europe

## Une interview de Maxime Leforestier :

# La chanson à mille balles...

où les gens sont bien assis. Et un bon fauteuil, c'est une chose qui est due à quelqu'un qui paye. Une bonne sono aussi. Et la possibilité pour tout le monde de trouver une place, c'est aussi un dû. Si le fait d'être bien assis empêche les gens d'entendre « Parachutiste », alors ils ne m'intéressent pas ! L'aspect extérieur du Palais des Congrès, s'il y en a que cela choque, ce sont des pisse-froid ! Ce sont des gens qui ont tellement ancré en eux mon image, que celle-ci devient plus importante que mes chansons.

**TS :** *pris dans le sillage du show-business, vous êtes pour le grand public une « vedette ». Vous battez-vous encore contre « le système » ?*

**M.L.F. :** Il faut remettre les choses à leur place. Il n'y a pas que le show-business qui me considère comme une machine à chanter, et ce n'est pas seulement contre lui qu'il faut lutter. Chaque fois que l'on refuse d'aller chanter quelque part, si l'on a envie d'écrire, de vivre, de se retirer au calme, les gens vous insultent — pas seulement les requins du show-business qui ne s'intéressent plus guère à moi, mais aussi les marginaux.

**TS :** *vous êtes souvent sollicité par des MJC, les centres culturels sans grands moyens financiers. Dans quelle mesure acceptez-vous ou refusez-vous ?*

**M.L.F. :** ces associations possèdent des salles souvent très petites, d'environ deux cents places. C'est donc plutôt qu'une question de finance, une question de sécurité. De plus, souvent, on est obligé de faire deux spectacles. Alors, lorsqu'on me demande de venir et que je pense qu'il y aura à la porte des centaines de mécontents, je préfère laisser ma place à des chanteurs de talent qui se trouvent sans travail. J'ai une liste de noms : par exemple Tachan, Angélique et Felita Natos, Claude Besson, Yves Duteil, etc...

**TS :** *les Maisons de la Culture, elles, hésitent parfois à faire appel à la chanson qui ne serait pas « assez noble », comme le notait Jacques Bertin dans TS (4.04.74)...*

**M.L.F. :** elles sont en effet enchaînées à l'heure actuelle. Elles reçoivent à la fois de l'argent des Affaires culturelles et des municipalités. Elles n'ont pas le droit de perdre de l'argent sur la chanson. Et la chanson, ça ne fait pas

« noble », c'est vrai. Certaines Maisons de la Culture — par exemple celle du Havre — se sont débrouillées. Elles louent un chapiteau de quatre mille places au centre de la ville. Cela leur permet de programmer des spectacles de variétés qui seraient déficitaires dans des petites salles.

**T.S. :** *Maxime Le Forestier, êtes-vous chanteur engagé et militant ?*

**M.L.F. :** suis-je un chanteur « engagé » ? C'est encore une étiquette. Je considère que tous les individus qui usent de moyens d'expression, quels qu'ils soient, s'engagent forcément. Lorsque l'on fait une chanson rassurante qui passe à la radio entre 6 et 8 heures, pour donner envie d'aller travailler, on s'engage aussi !... Ceux qui sont opposants à ce système sont forcés de s'engager d'une façon ou d'une autre. Et militant ? Les seules organisations pour lesquelles je travaille véritablement, autrement que par la chanson, sont des organisations non violentes (lutte contre l'armée, pour les insoumis, les objecteurs et les déserteurs). Avec certains groupes politiques, les chemins sont parallèles et vont dans le même sens pour certaines idées. L'autoroute est large, mais peu de groupes politiques parlent de non-violence et peu m'intéressent donc de très près.

**TS :** *en 1975, qu'est-ce qui vous frappe le plus dans la vie quotidienne de la France ?*

**M.L.F. :** cette espèce de gigantesque berceuse... On est en train de bercer les gens et ils vont finir par s'endormir...

Propos recueillis par  
Françoise CLAIRE ■

## Maxime Le Forestier parle de

### — ses musiciens...

Patrice Caratini, le contrebassiste ; il a joué avec le trio Michel Roques. Il a formé un groupe de jazz avec Charles Escoudet, J.-P. Bernard, Christian Leté et une chanteuse, Danièle. Alain Ledouarin, à la guitare sèche. Je l'ai connu à Marseille grâce à Caratini, un jour où je n'avais pas de guitariste. Au début, il était très classique et puis, il a pris goût au jazz.

Tous deux sont des gens assez admirables. Je ne me sens pas « accompagné » ; je me sens soutenu, entouré. En plus, ils ont des engagements semblables aux miens, sur les plans humain et politique. C'est important. Au Palais des Congrès, ils accompagneront les invités sur-



prises, des jeunes chanteurs, connus ou pas, que j'ai envie d'aider.

### — ... des techniciens...

Il y aura aussi Maurice Bourdonel, le régisseur, l'homme qui joue des boutons. Il a un rôle ingrat, il faut qu'il soit prêt à tout. Par exemple, changer les éclairages lorsque je chante les chansons chaque soir dans un ordre différent. C'est très important d'avoir un technicien qui ait cette forme d'esprit...

### — ... et de son prochain 33 tours

(chez Poulidor) dont la pochette est mise en dessin par Cabu : une journée de Maxime Le Forestier, avec un rien de persiflage et beaucoup d'amitié...